

**INSTITUT D'EMISSION  
D'OUTRE-MER**

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture  
monétaire et financière**

*N° 128 - 4ème trimestre 2006*



L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

◆ Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixe de 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10.000, 5.000, 1.000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

◆ Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

◆ Il oriente la politique du crédit en refinançant à des taux privilégiés les crédits à court et à moyen terme consentis par les banques aux entreprises appartenant aux secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée.

◆ Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

◆ Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.

◆ L'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne a confié une mission nouvelle à l'IEOM, chargé désormais de s'assurer de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière.

	<b>Page</b>
<b>Synthèse :</b>	
Synthèse des différents éléments	3
<b>I. L'évolution monétaire et financière</b>	
<b>1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>7</b>
1.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte	7
1.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	9
1.1.3 Les actifs financiers par agents économiques	13
<b>1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>17</b>
1.2.1 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	17
1.2.2 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission	21
1.2.3 Les concours accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission	25
<b>1.3 La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>29</b>
1.3.1 La masse monétaire	29
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	29
<b>1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux</b>	<b>31</b>
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	31
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	33
<b>II. Rappel des taux</b>	
<b>2.1 Taux administrés</b>	<b>37</b>
2.1.1 Taux d'intérêt légal	37
2.1.2 Taux d'intervention de l'Institut	37
<b>2.2 Taux de marché</b>	<b>37</b>
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	37
<b>2.3 Taux de l'usure</b>	<b>38</b>
2.3.1 Crédits aux particuliers	38
2.3.2 Crédits aux entreprises	38
<b>2.4 Enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit</b>	<b>39</b>
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	39
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	39

**III. Les autres activités de l'IEOM 42**

<b>3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire</b>	<b>43</b>
3.1.1 L'émission de billets en F CFP	43
3.1.2 L'émission de pièces en F CFP	44
<b>3.2 Les systèmes d'échange de valeurs</b>	<b>45</b>
<b>3.3 Le refinancement</b>	<b>46</b>
<b>3.4 La gestion des fichiers réglementaires</b>	<b>47</b>

**Annexes 50**

<b>Statistiques monétiques</b>	<b>51</b>
--------------------------------	-----------

**A**u 30 septembre 2006, le total des actifs financiers de la clientèle non financière atteint 393 milliards de F CFP, en progression de 11,4 % sur douze mois. Avec un total de 506,5 milliards de F CFP au 30 septembre 2006, le total des passifs financiers augmente de 10,2 % en glissement annuel.



L'ensemble des actifs financiers collectés par les établissements de crédit est détenu à 56 % par les particuliers, dont les avoirs progressent de 8,8 % sur douze mois, et à 30 % par les sociétés non financières, dont les dépôts augmentent de 29,6 % sur la même période.

Les actifs gérés par les institutions situées hors de la zone d'émission, majoritairement constitués de produits d'assurance-vie, représentent 23 % de l'ensemble des actifs collectés en Nouvelle-Calédonie et progressent de 5,5 % en un an.

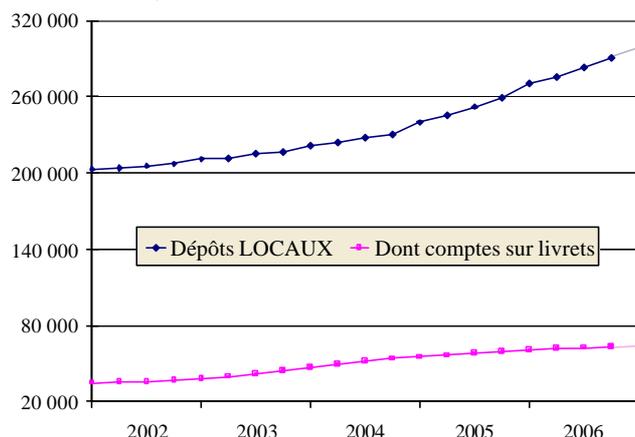
Dans le détail :

- les dépôts à vue (36 % de l'ensemble des actifs collectés) s'affichent en hausse de 14,2 % par rapport à fin septembre 2005.

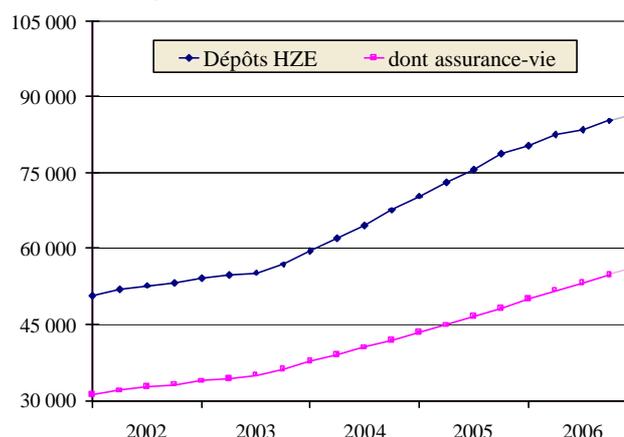
- l'ensemble des placements liquides et à court terme (44 % de l'ensemble des actifs collectés) qui regroupe essentiellement les dépôts à terme, les comptes sur livrets et les OPCVM monétaires progresse de 13,4 % en douze mois ;

- les produits de placements à long terme y compris les plans d'épargne-logement affichent sur la même période une hausse de 2,7 %.

Dépôts gérés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission  
(moyenne mobile en millions de F CFP)



Dépôts gérés par les établissements de crédit situés hors la zone d'émission  
(moyenne mobile en millions de F CFP)



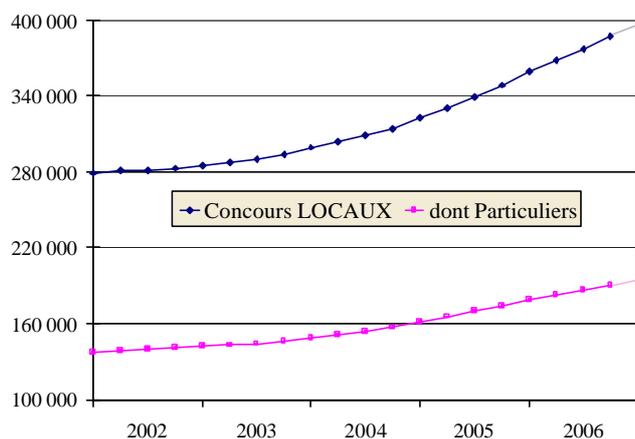


Les concours de caractère bancaire, principalement distribués aux particuliers et aux sociétés, sont constitués essentiellement de crédits à l'habitat (43 %), de crédits à l'équipement (26 %) et de crédits de trésorerie (15 %).

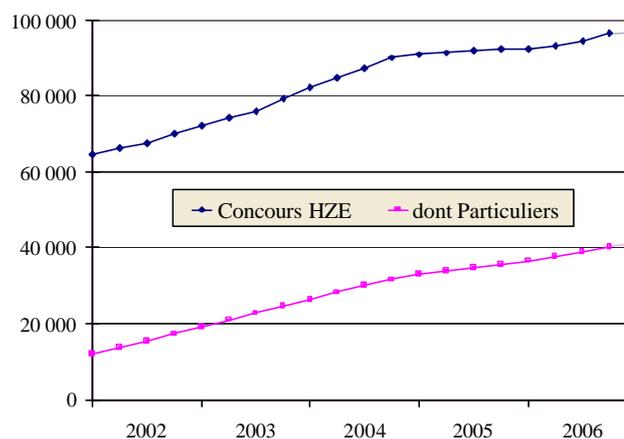
L'encours des établissements de crédit de la zone d'émission connaît une progression sensible de 10,5 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006. Celle-ci résulte principalement de la demande en matière de financement d'habitat (+ 8,8 %), d'équipement (+ 14,3 %), de trésorerie (+ 9,9 %), ainsi que d'une utilisation accrue des comptes ordinaires débiteurs (+ 11,1 %).

Les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission enregistrent, pour leur part, une augmentation de 8,8 % de l'ensemble de leurs encours sur la même période. Ils représentent 20 % de la distribution de crédit sur le territoire. L'activité de ces derniers en Nouvelle-Calédonie est centrée sur l'octroi de crédits à l'équipement aux collectivités (39%) et sur la distribution de crédits immobiliers aux particuliers (37 %). L'encours des crédits à l'équipement aux collectivités progresse de 11,7 % sur douze mois, tandis que dans le même temps, l'encours des crédits destinés à financer l'acquisition de logements par les particuliers augmente de 17,7%.

Encours des établissements de crédit situés  
dans la zone d'émission  
(moyenne mobile en millions de F CFP)



Encours des établissements de crédit situés  
hors la zone d'émission  
(moyenne mobile en millions de F CFP)





---

*I. L'évolution  
monétaire et  
financière*

---

# 1. L'évolution monétaire et financière

*L'examen de la situation financière de la Nouvelle-Calédonie est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit et par l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières et autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par la présentation de la position extérieure nette du système bancaire de Nouvelle-Calédonie.*

## 1.1 - LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

### 1.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE (TABLEAU I)

Au 30 septembre 2006, **l'ensemble des dépôts collectés** par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte s'élève à 304,2 milliards de F CFP, en progression de 13,2 % par rapport au 30 septembre 2005.

Les **dépôts à vue** représentent 47 % du total, soit 141,5 milliards de FCFP et augmentent de 14,2 % en douze mois.

Les **dépôts à terme**, qui représentent près du tiers des dépôts (30%), affichent un rythme de progression annuel de 19,2 %.

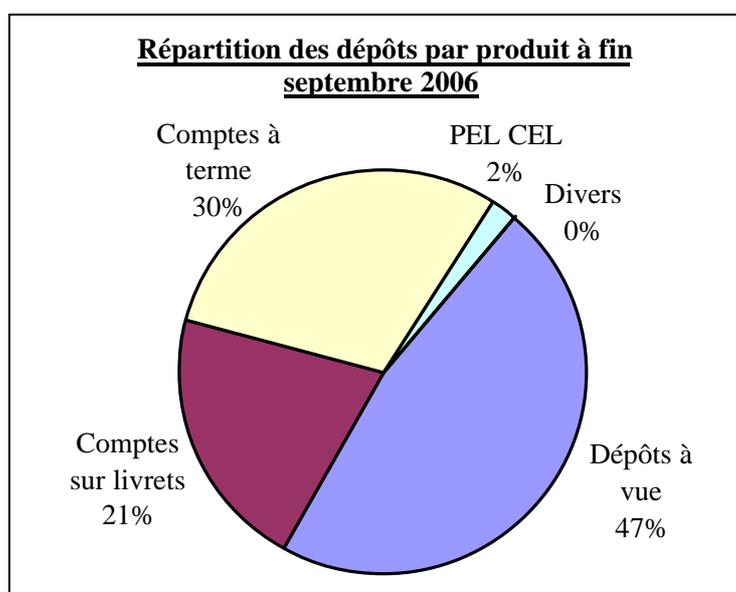
Puis viennent les **comptes sur livrets** (21 % des dépôts collectés) en augmentation de 3,7 % sur un an.

Enfin, avec 2% des dépôts, l'épargne-logement (PEL et CEL) demeure marginale mais progresse vivement.

# 1. L'évolution monétaire et financière

TABLEAU I  
**Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte**

en millions de F CFP	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Dépôts à vue</b>	<b>123 966</b>	<b>146 023</b>	<b>138 826</b>	<b>139 383</b>	<b>141 545</b>	<b>14,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,6%</b>
dont banques locales	117 044	138 578	130 945	131 748	133 607	14,2%	2,0%	1,4%
dont OPT	6 922	7 445	7 881	7 635	7 938	14,7%	0,7%	4,0%
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>60 254</b>	<b>61 996</b>	<b>63 010</b>	<b>62 229</b>	<b>62 475</b>	<b>3,7%</b>	<b>- 0,8%</b>	<b>0,4%</b>
dont banques locales	55 601	57 240	58 172	57 217	57 408	3,2%	- 1,3%	0,3%
dont OPT	4 653	4 756	4 838	5 012	5 067	8,9%	4,7%	1,1%
<b>Comptes épargne-logement</b>	<b>771</b>	<b>776</b>	<b>792</b>	<b>798</b>	<b>837</b>	<b>8,6%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,9%</b>
dont banques locales	771	776	792	798	837	8,6%	5,7%	4,9%
dont OPT	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>78 402</b>	<b>77 086</b>	<b>84 831</b>	<b>87 885</b>	<b>93 200</b>	<b>18,9%</b>	<b>9,9%</b>	<b>6,0%</b>
Dépôts à terme	76 897	75 697	83 509	86 475	91 663	19,2%	9,8%	6,0%
Divers	1 505	1 389	1 322	1 410	1 537	2,1%	16,3%	9,0%
Bons de caisse	826	826	802	786	764	- 7,5%	- 4,7%	- 2,8%
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents et clientèle diverse	679	563	520	624	773	13,8%	48,7%	23,9%
dont banques locales	78 402	77 086	84 831	87 885	93 200	18,9%	9,9%	6,0%
dont OPT	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>263 393</b>	<b>285 881</b>	<b>287 459</b>	<b>290 295</b>	<b>298 057</b>	<b>13,2%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,7%</b>
dont banques locales	251 818	273 680	274 740	277 648	285 052	13,2%	3,8%	2,7%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés par les banques locales</b>	<b>5 298</b>	<b>5 655</b>	<b>5 931</b>	<b>6 061</b>	<b>6 149</b>	<b>16,1%</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,5%</b>
Plans d'épargne logement	5 260	5 618	5 895	6 019	6 107	16,1%	3,6%	1,5%
Autres placements d'épargne à long terme	38	37	36	42	42	10,5%	16,7%	-
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>268 691</b>	<b>291 536</b>	<b>293 390</b>	<b>296 356</b>	<b>304 206</b>	<b>13,2%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,6%</b>
dont banques locales	257 116	279 335	280 671	283 709	291 201	13,3%	3,8%	2,6%
dont OPT	11 575	12 201	12 719	12 647	13 005	12,4%	2,2%	2,8%



**Avertissement** : les encours d'assurance-vie collectés par les sociétés d'assurance qui ne sont pas filiales des établissements de crédit de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté ci-dessous ne peut-être exhaustif.

## 1.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (TABLEAU II)

L'encours des produits d'épargne collectés localement pour le compte d'institutions extérieures représente 88,8 milliards de F CFP et progresse de 5,5 % en glissement annuel au 30 septembre 2006.

### Placements d'épargne à long terme

L'encours des placements d'épargne à long terme (81 % des placements) représente 71,4 milliards de F CFP et progresse de 1,7 % par rapport au 30 septembre 2005.

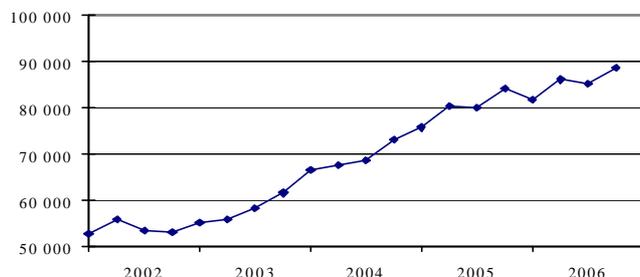
Les placements d'épargne à long terme sont principalement constitués des **produits d'assurance-vie** (81 %) dont l'encours a augmenté de 11,8 % sur douze mois à 57,6 milliards de F CFP. Les **OPCVM non monétaires**, qui représentent 14 % (10,1 milliards de F CFP) des placements d'épargne à long terme, voient leur encours diminuer de 32,7 % sur la période du fait d'un changement de classification d'un établissement de crédit de la place. Les placements en actions demeurent relativement peu importants (respectivement 5 % des placements d'épargne à long terme). Les obligations, pour leur part, ont été progressivement abandonnées par les épargnants néo-calédoniens et ne représentent plus que 0,1 % des placements d'épargne à long terme au 30 septembre 2006.

### Placements liquides ou à court terme

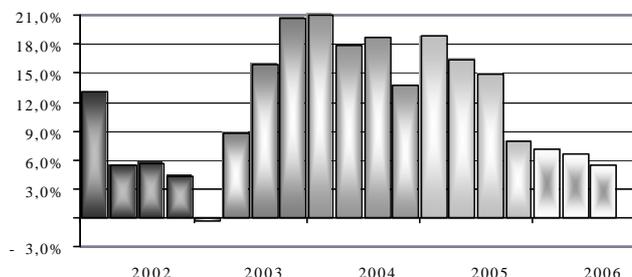
Les **OPCVM monétaires** (20 % de l'encours) progressent de 24,6 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006.

### L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures

Encours en millions de F CFP



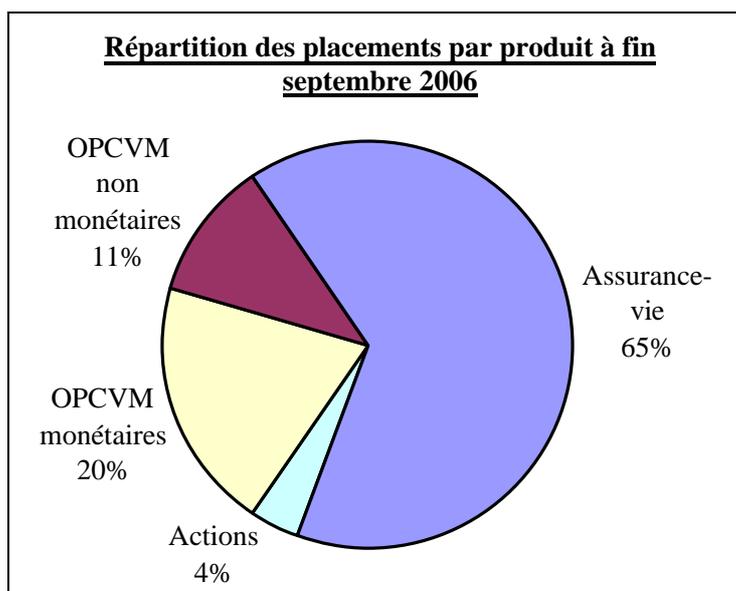
Variations annuelles en %



# 1. L'évolution monétaire et financière

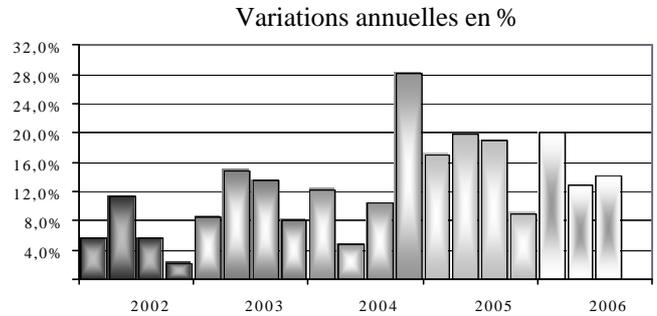
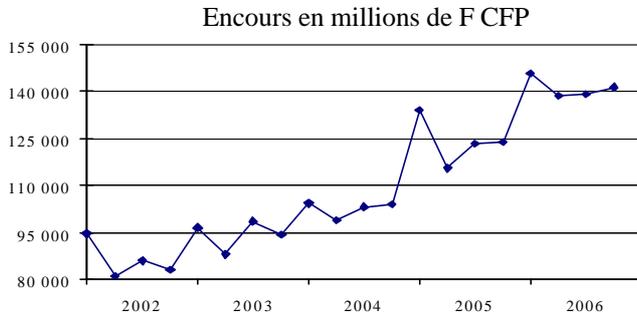
TABLEAU II  
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>13 927</b>	<b>15 583</b>	<b>15 749</b>	<b>14 537</b>	<b>17 348</b>	<b>24,6%</b>	<b>10,2%</b>	<b>19,3%</b>
OPCVM monétaires	13 927	15 583	15 749	14 537	17 348	24,6%	10,2%	19,3%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>70 238</b>	<b>66 189</b>	<b>70 358</b>	<b>70 770</b>	<b>71 407</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,5%</b>	<b>0,9%</b>
Actions	2 947	2 993	3 194	3 423	3 606	22,4%	12,9%	5,3%
Obligations	755	746	711	686	97	-87,2%	-86,4%	-85,9%
OPCVM non monétaires	14 990	9 269	10 806	10 325	10 086	-32,7%	- 6,7%	- 2,3%
Assurances-vie	51 546	53 181	55 647	56 336	57 618	11,8%	3,5%	2,3%
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>84 165</b>	<b>81 772</b>	<b>86 107</b>	<b>85 307</b>	<b>88 755</b>	<b>5,5%</b>	<b>3,1%</b>	<b>4,0%</b>

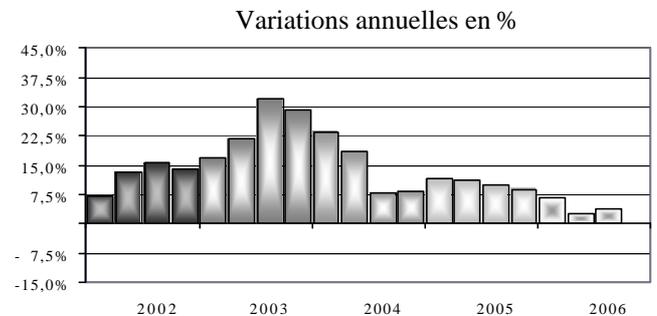
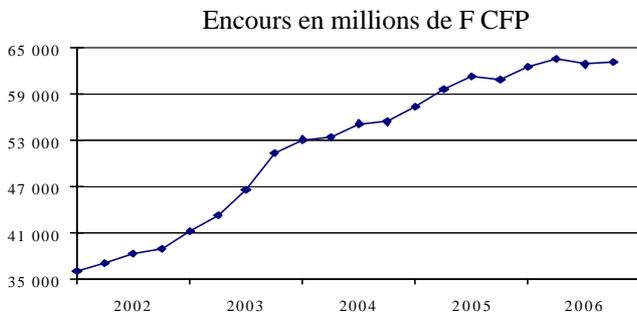


## L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

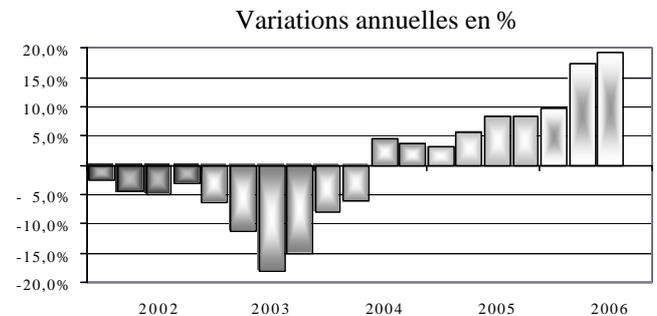
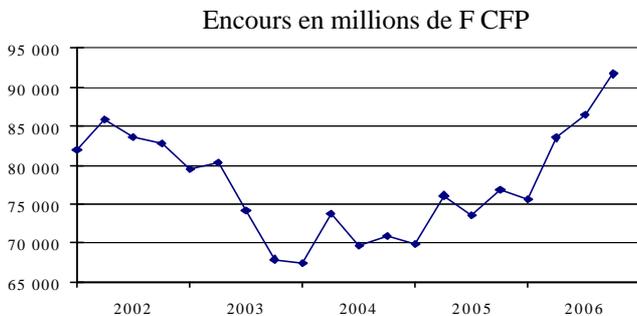
### Dépôts à vue



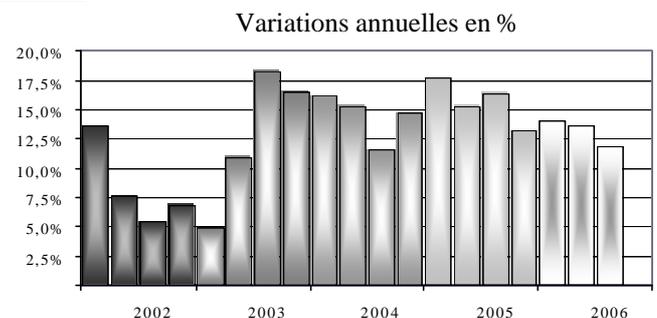
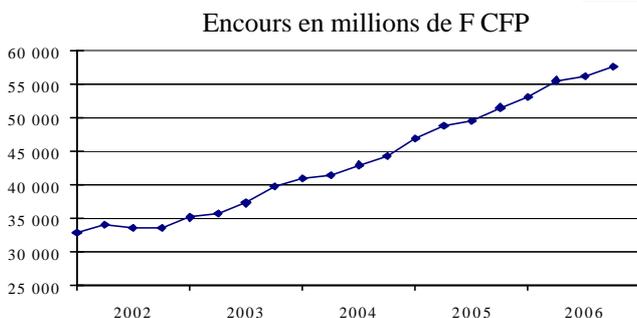
### Comptes sur livrets



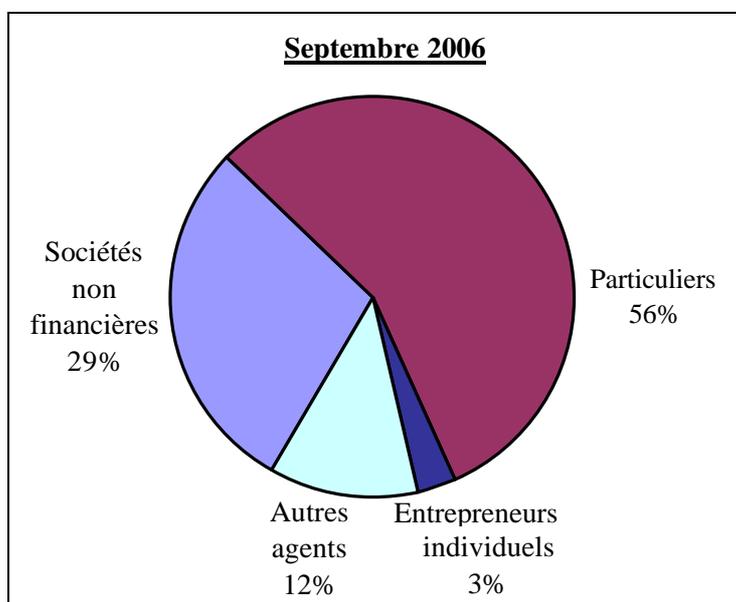
### Comptes créditeurs à terme



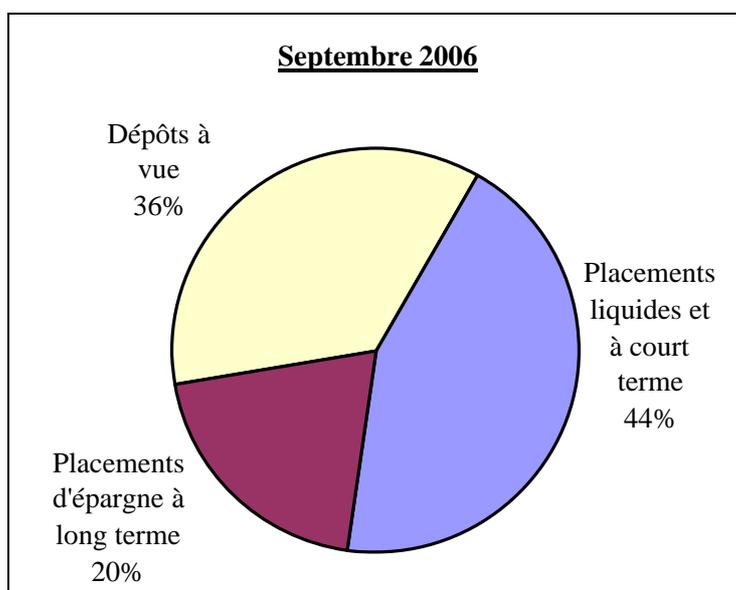
### Assurance-vie



## REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ÉCONOMIQUES



## REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE DE PRODUITS



## 1.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III et III bis)

### Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

La répartition des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte indique une part prépondérante des particuliers (46 % du total), devant les sociétés non financières (36 % des dépôts locaux) et les autres agents résidents (administrations publiques et privées et sociétés d'assurance et de capitalisation 13 % du total). Les entrepreneurs individuels et les agents non-résidents détiennent respectivement 4 % et 1 % des dépôts locaux.

### Épargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures

Ce type d'épargne est détenu à 90 % par les particuliers (essentiellement sous la forme d'assurance-vie). Les sociétés non financières en possèdent, pour leur part, 8 % (principalement en titres d'OPCVM non monétaires).

TABLEAU III  
Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte  
*Répartition par agents économiques*

en millions de F CFP	30/09/2005		31/12/2005		31/03/2006		30/06/2006		30/09/2006		variations en % m/m-12
	m-12	%	m-9	%	m-3	%	m-3	%	m	%	
<b>Dépôts à vue</b>	<b>123 966</b>		<b>146 023</b>		<b>138 826</b>		<b>139 383</b>		<b>141 545</b>		<b>14,2%</b>
Sociétés non financières	47 070	38%	68 497	47%	61 123	44%	64 511	46%	63 511	45%	34,9%
Entrepreneurs individuels	8 105	7%	10 587	7%	7 875	6%	8 404	6%	8 023	6%	- 1,0%
Particuliers	46 002	37%	50 170	34%	49 059	35%	49 785	36%	53 242	38%	15,7%
Autres agents résidents	21 443	17%	14 885	10%	19 428	14%	15 321	11%	15 316	11%	-28,6%
Non résidents	1 346	1%	1 884	1%	1 341	1%	1 362	1%	1 453	1%	7,9%
<b>Autres dépôts</b>	<b>144 725</b>		<b>145 513</b>		<b>154 564</b>		<b>156 973</b>		<b>162 661</b>		<b>12,4%</b>
Sociétés non financières	33 437	23%	34 538	24%	42 213	27%	45 887	29%	44 999	28%	34,6%
Entrepreneurs individuels	2 623	2%	2 884	2%	2 884	2%	2 714	2%	2 914	2%	11,1%
Particuliers	82 994	57%	84 157	58%	85 610	55%	83 247	53%	87 396	54%	5,3%
Autres agents résidents	23 445	16%	21 807	15%	21 839	14%	22 933	15%	24 248	15%	3,4%
Non résidents	2 226	2%	2 127	1%	2 018	1%	2 192	1%	3 104	2%	39,4%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>268 691</b>		<b>291 536</b>		<b>293 390</b>		<b>296 356</b>		<b>304 206</b>		<b>13,2%</b>
Sociétés non financières	80 507	30%	103 035	35%	103 336	35%	110 398	37%	108 510	36%	34,8%
Entrepreneurs individuels	10 728	4%	13 471	5%	10 759	4%	11 118	4%	10 937	4%	1,9%
Particuliers	128 996	48%	134 327	46%	134 669	46%	133 032	45%	140 638	46%	9,0%
Autres agents résidents	44 888	17%	36 692	13%	41 267	14%	38 254	13%	39 564	13%	-11,9%
Non résidents	3 572	1%	4 011	1%	3 359	1%	3 554	1%	4 557	1%	27,6%

Épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures  
*Répartition par agent économique*

en millions de F CFP	30/09/2005		31/12/2005		31/03/2006		30/06/2006		30/09/2006		variations en % m/m-12
	m-12	%	m-9	%	m-3	%	m-3	%	m	%	
<b>TOTAL</b>	<b>84 165</b>		<b>81 772</b>		<b>86 107</b>		<b>85 307</b>		<b>88 755</b>		<b>5,5%</b>
Sociétés non financières	8 937	11%	6 255	8%	6 964	8%	6 783	8%	7 370	8%	-17,5%
Entrepreneurs individuels	416	n.s.	342	n.s.	331	n.s.	311	n.s.	266	n.s.	-36,1%
Particuliers	73 958	88%	75 057	92%	77 979	91%	77 334	91%	80 271	90%	8,5%
Autres agents résidents	854	1%	118	n.s.	833	1%	879	1%	848	1%	- 0,7%
Non résidents	—	n.s.	—								

# 1. L'évolution monétaire et financière

Au 30 septembre 2006, les particuliers détiennent plus de la moitié (56 %) de l'ensemble des actifs financiers collectés sur le territoire (hors compagnies d'assurance-vie) devant les sociétés non financières (29 %) et les autres agents (12 %).

Les actifs financiers détenus par les **particuliers** (220,9 milliards de FCFP) progressent de 8,8 % en douze mois. Ils sont constitués pour les trois-quarts (76 %) de produits de placements. A noter que leurs avoirs en produits d'assurance-vie (34 % du total de leurs placements) ont fortement progressé (+ 11,8 %).

Les actifs des **sociétés non financières** (115,9 milliards de FCFP) augmentent de 29,6 % en un an. Ceux-ci sont principalement détenus sous la forme de dépôts à vue (55 %), le solde étant majoritairement investi dans des comptes à terme.

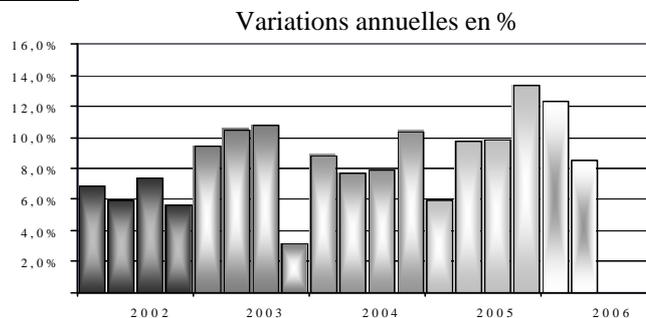
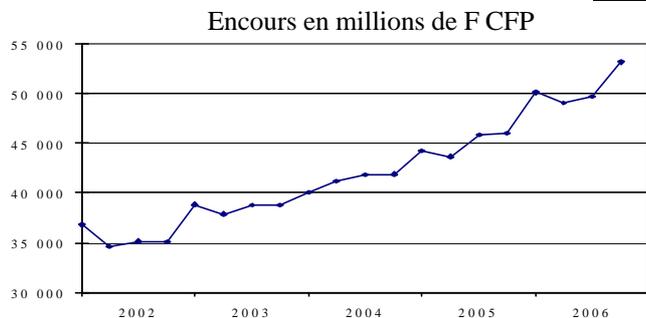
Les **entrepreneurs individuels** voient le volume de leurs actifs financiers rester stable entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006 (+ 0,5 % à 11,2 milliards de FCFP). Ceux-ci sont détenus dans leur grande majorité sous la forme de dépôts à vue (72 %).

TABLEAU III bis  
**Ensemble des actifs collectés**  
**Répartition par agent économique**

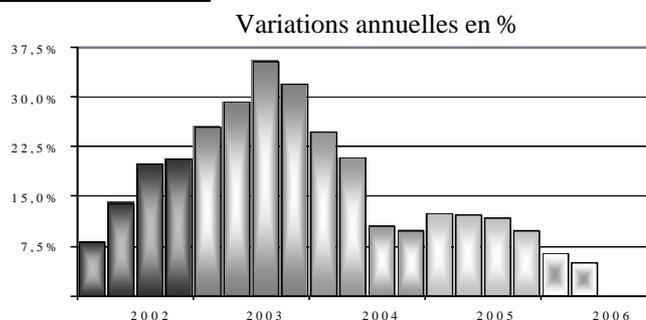
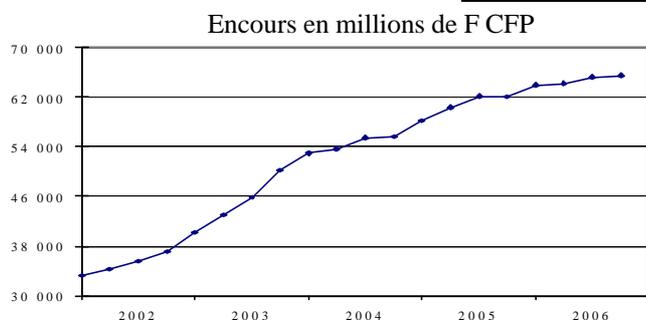
en millions de FCFP	30/09/2005		31/12/2005		31/03/2006		30/06/2006		30/09/2006		variations en % m/m-12
	m-12	%	m-9	%	m-3	%	m-3	%	m	%	
<b>Particuliers</b>	<b>202 954</b>	<b>58%</b>	<b>209 384</b>	<b>56%</b>	<b>212 648</b>	<b>56%</b>	<b>210 366</b>	<b>55%</b>	<b>220 909</b>	<b>56%</b>	<b>8,8%</b>
Dépôts à vue	46 002	23%	50 170	24%	49 059	23%	49 785	24%	53 242	24%	15,7%
Placements liquides et à court terme	89 744	44%	90 260	43%	91 250	43%	87 668	42%	93 833	42%	4,6%
<i>dont comptes sur livrets</i>	56 071	62%	57 632	64%	57 638	63%	58 502	67%	58 670	63%	4,6%
Placements d'épargne à long terme	67 208	33%	68 954	33%	72 339	34%	72 913	35%	73 834	33%	9,9%
<i>dont assurance-vie</i>	51 546	77%	53 181	77%	55 647	77%	56 336	77%	57 618	78%	11,8%
<b>Sociétés non financières</b>	<b>89 444</b>	<b>25%</b>	<b>109 290</b>	<b>29%</b>	<b>110 300</b>	<b>29%</b>	<b>117 181</b>	<b>31%</b>	<b>115 880</b>	<b>29%</b>	<b>29,6%</b>
Dépôts à vue	47 070	53%	68 497	63%	61 123	55%	64 511	55%	63 511	55%	34,9%
Placements liquides et à court terme	35 240	39%	38 343	35%	46 371	42%	49 935	43%	49 793	43%	41,3%
<i>dont comptes à terme</i>	32 796	93%	33 777	88%	40 525	87%	45 548	91%	44 744	90%	36,4%
Placements d'épargne à long terme	7 134	8%	2 450	2%	2 806	3%	2 735	2%	2 576	2%	-63,9%
<i>dont OPCVM non-monétaires</i>	7 114	100%	2 435	99%	2 788	99%	2 718	99%	2 565	100%	-63,9%
<b>Entrepreneurs individuels</b>	<b>11 144</b>	<b>3%</b>	<b>13 813</b>	<b>4%</b>	<b>11 090</b>	<b>3%</b>	<b>11 429</b>	<b>3%</b>	<b>11 203</b>	<b>3%</b>	<b>0,5%</b>
Dépôts à vue	8 105	73%	10 587	77%	7 875	71%	8 404	74%	8 023	72%	- 1,0%
Placements liquides et à court terme	2 597	23%	2 858	21%	2 860	26%	2 693	24%	2 895	26%	11,5%
<i>dont comptes sur livrets</i>	1 416	55%	1 488	52%	1 528	53%	1 333	49%	1 472	51%	4,0%
Placements d'épargne à long terme	442	4%	368	3%	355	3%	332	3%	285	3%	-35,5%
<i>dont OPCVM non-monétaires</i>	338	76%	291	79%	278	78%	267	80%	237	83%	-29,9%
<b>Autres agents</b>	<b>49 314</b>	<b>14%</b>	<b>40 821</b>	<b>11%</b>	<b>45 459</b>	<b>12%</b>	<b>42 687</b>	<b>11%</b>	<b>44 969</b>	<b>12%</b>	<b>- 8,8%</b>
Dépôts à vue	22 789	46%	16 769	41%	20 769	46%	16 683	39%	16 769	37%	-26,4%
Placements liquides et à court terme	25 773	52%	23 980	59%	23 901	53%	25 153	59%	27 339	61%	6,1%
<i>dont comptes à terme</i>	22 862	89%	21 234	89%	21 155	89%	22 410	89%	24 462	89%	7,0%
Placements d'épargne à long terme	752	2%	72	n.s.	789	2%	851	2%	861	2%	14,5%
<i>dont OPCVM non-monétaires</i>	750	100%	55	76%	770	98%	822	97%	826	96%	10,1%
<b>TOTAL</b>	<b>352 856</b>	<b>100%</b>	<b>373 308</b>	<b>100%</b>	<b>379 497</b>	<b>100%</b>	<b>381 663</b>	<b>100%</b>	<b>392 961</b>	<b>100%</b>	<b>11,4%</b>
Dépôts à vue	123 966	35%	146 023	39%	138 826	37%	139 383	37%	141 545	36%	14,2%
Placements liquides et à court terme	153 354	43%	155 441	42%	164 382	43%	165 449	43%	173 860	44%	13,4%
<i>dont comptes à terme</i>	76 897	50%	75 697	49%	83 509	51%	86 475	52%	91 663	53%	19,2%
Placements d'épargne à long terme	75 536	21%	71 844	19%	76 289	20%	76 831	20%	77 556	20%	2,7%
<i>dont assurance-vie</i>	51 546	68%	53 181	74%	55 647	73%	56 336	73%	57 618	74%	11,8%

## LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS

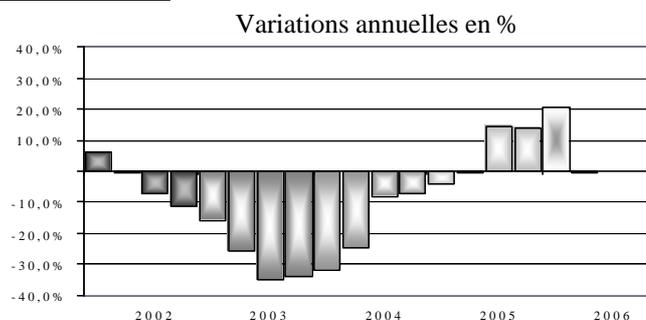
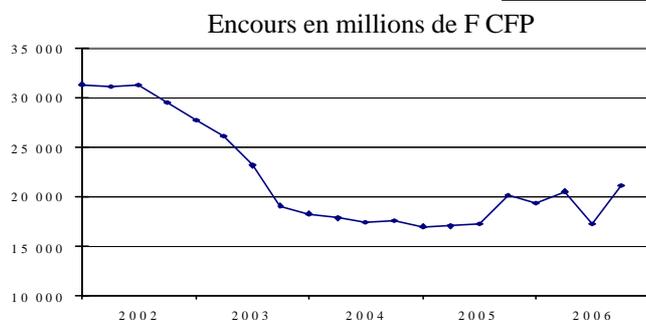
### Dépôts à vue



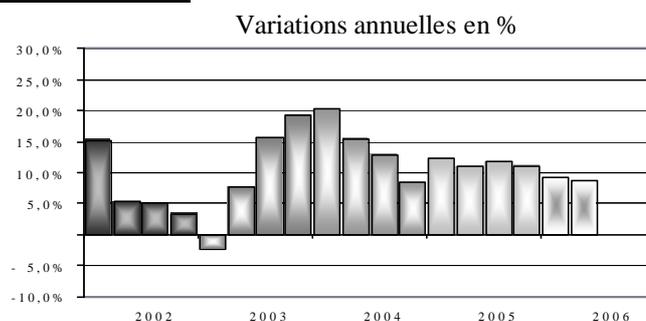
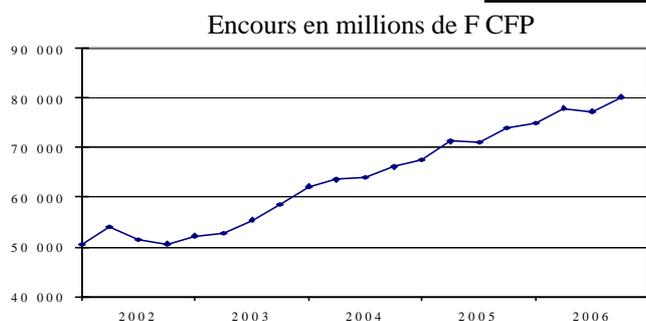
### Comptes épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme

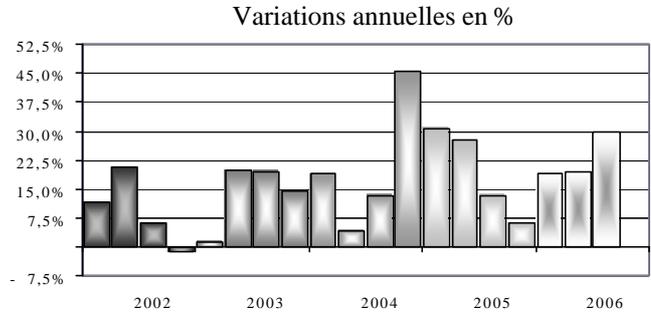
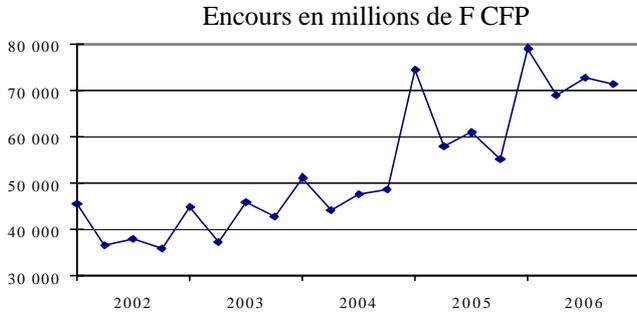


### Ensemble des placements HZE

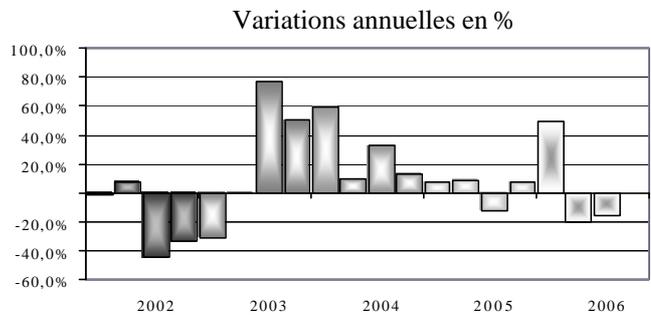
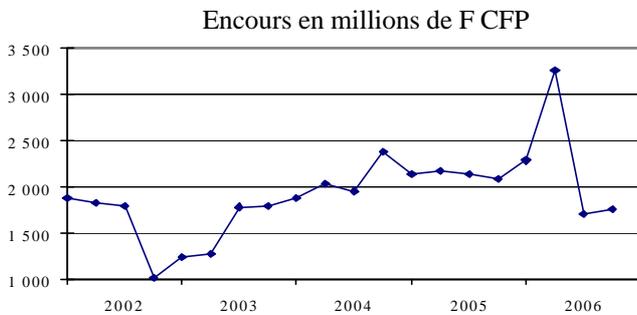


## LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés non financières et entrepreneurs individuels)

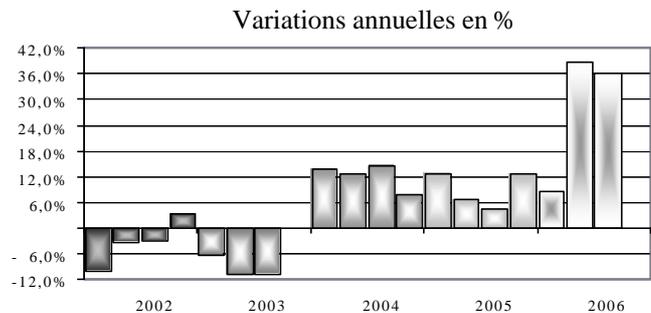
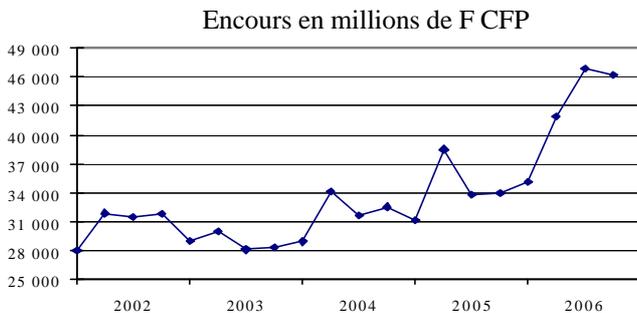
### Dépôts à vue



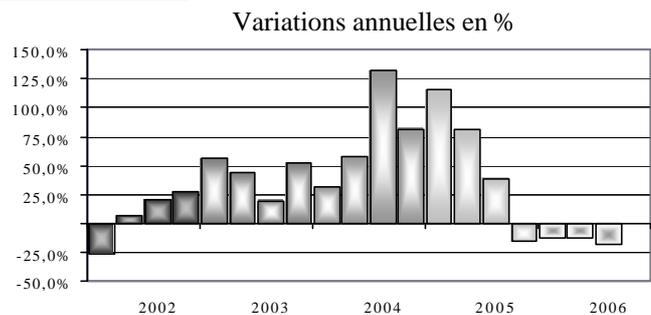
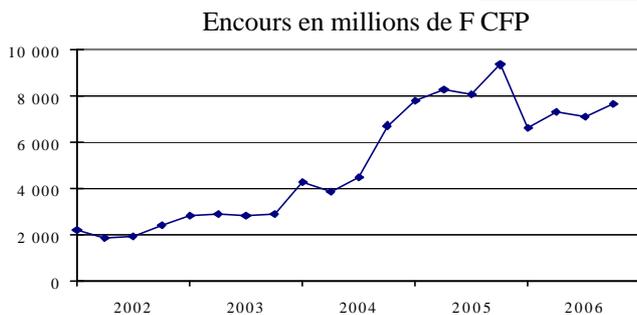
### Comptes épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme



### Ensemble des placements HZE



## 1.2 - LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

Cette partie analyse l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés situés, d'une part dans la zone d'émission, d'autre part hors de la zone d'émission.

### 1.2.1 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE

L'encours brut des crédits octroyés aux différents agents économiques de la place s'élève à 506,5 milliards de F CFP (+ 10,2 % en glissement annuel) au 30 septembre 2006, dont 19,9 % sont accordés par des établissements situés hors zone d'émission. Cet encours se répartit principalement entre les concours à l'habitat (42,5 %), les crédits à l'équipement (26 %) et les crédits de trésorerie (15,1 %).

Le rythme de croissance annuel des **crédits à l'habitat** est de 9,7 % au 30 septembre 2006. L'encours global atteint ainsi 215,4 milliards de F CFP dont 19,6 % proviennent des établissements situés hors zone d'émission.

Les **crédits à l'équipement** représentent pour leur part 131,8 milliards de FCFP au 30 septembre 2006, dont 39,6 % proviennent des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission. Leur progression sur douze mois s'établit à 10,9 %.

La progression annuelle de l'encours des **crédits de trésorerie** s'élève à 10,5 % au 30 septembre 2006. Leur encours global s'élève à 76,3 milliards de FCFP à fin septembre 2006, dont 7,1 % proviennent des établissements de crédit situés hors zone d'émission.

**Ventilation par agent économique de l'ensemble  
des concours de caractère bancaire nets accordés  
sur la place au 30 septembre 2006**

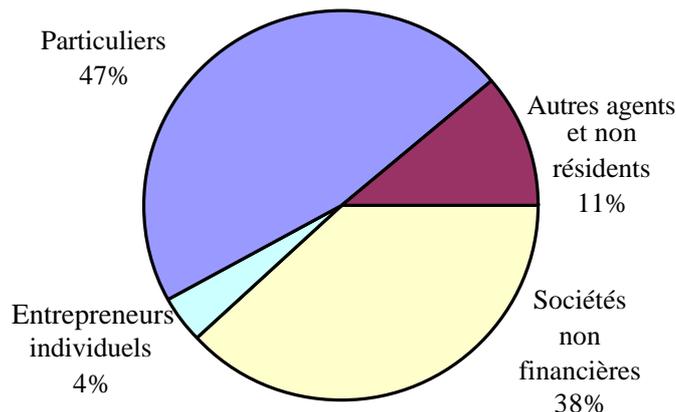
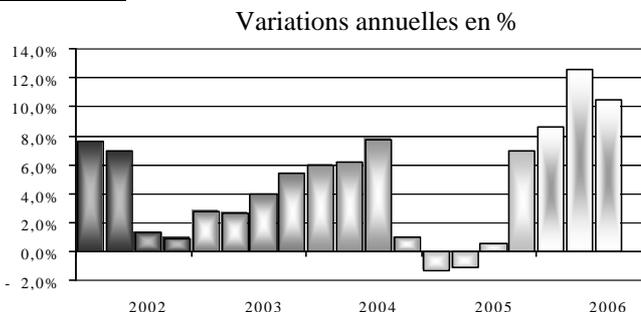
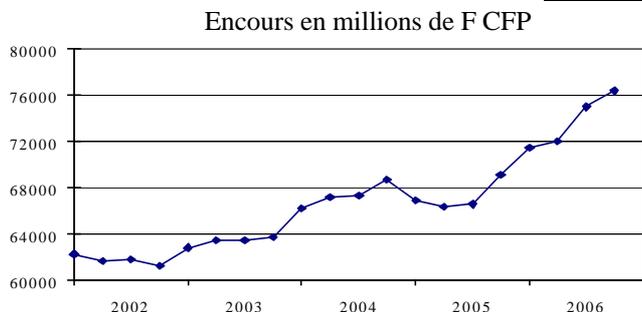


TABLEAU IV + V  
**Concours de caractère bancaire**  
*(toutes zones d'émission confondues)*

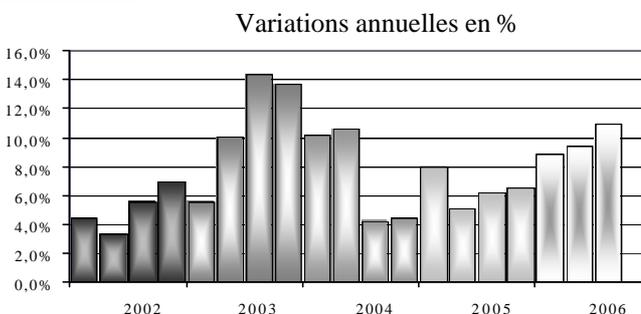
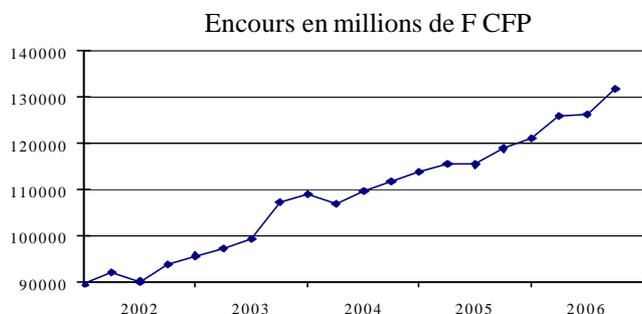
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Crédit-bail</b>	<b>20 542</b>	<b>20 745</b>	<b>20 947</b>	<b>21 233</b>	<b>21 475</b>	<b>4,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,1%</b>
Sociétés non financières	7 561	7 774	7 731	7 710	7 615	0,7%	- 1,5%	- 1,2%
Entrepreneurs individuels	2 493	2 411	2 343	2 310	2 307	- 7,5%	- 1,5%	- 0,1%
Particuliers	10 468	10 542	10 857	11 197	11 531	10,2%	6,2%	3,0%
Autres agents résidents	20	18	16	16	22	10,0%	37,5%	37,5%
Non résidents, non ventilés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>69 101</b>	<b>71 519</b>	<b>72 042</b>	<b>74 997</b>	<b>76 343</b>	<b>10,5%</b>	<b>6,0%</b>	<b>1,8%</b>
Sociétés non financières	28 151	28 918	29 359	30 758	31 570	12,1%	7,5%	2,6%
Entrepreneurs individuels	1 728	1 680	1 628	1 757	1 663	- 3,8%	2,1%	- 5,4%
Particuliers	37 995	38 810	38 475	40 242	40 881	7,6%	6,3%	1,6%
Autres agents résidents	1 217	2 101	2 431	2 094	2 085	71,3%	-14,2%	- 0,4%
Non résidents, non ventilés	10	10	149	146	144	1340,0%	- 3,4%	- 1,4%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>118 826</b>	<b>121 212</b>	<b>125 842</b>	<b>126 264</b>	<b>131 789</b>	<b>10,9%</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,4%</b>
Sociétés non financières	74 139	76 953	78 979	78 381	82 908	11,8%	5,0%	5,8%
Entrepreneurs individuels	6 063	6 173	6 114	6 339	6 578	8,5%	7,6%	3,8%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	37 955	37 418	40 080	40 912	41 794	10,1%	4,3%	2,2%
Non résidents, non ventilés	669	668	669	632	509	-23,9%	-23,9%	-19,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>196 408</b>	<b>203 629</b>	<b>207 727</b>	<b>210 774</b>	<b>215 368</b>	<b>9,7%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,2%</b>
Sociétés non financières	24 753	24 869	25 647	26 435	29 531	19,3%	15,1%	11,7%
Entrepreneurs individuels	5 990	6 124	6 213	5 971	6 128	2,3%	- 1,4%	2,6%
Particuliers	163 530	170 499	173 833	176 334	177 797	8,7%	2,3%	0,8%
Autres agents résidents	1 977	1 950	1 845	1 798	1 736	-12,2%	- 5,9%	- 3,4%
Non résidents, non ventilés	158	187	189	236	176	11,4%	- 6,9%	-25,4%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>29 584</b>	<b>31 536</b>	<b>30 982</b>	<b>32 280</b>	<b>32 881</b>	<b>11,1%</b>	<b>6,1%</b>	<b>1,9%</b>
Sociétés non financières	25 433	27 353	27 021	27 021	28 112	10,5%	4,0%	4,0%
Entrepreneurs individuels	706	648	673	748	612	-13,3%	- 9,1%	-18,2%
Particuliers	2 279	2 232	2 688	2 915	3 225	41,5%	20,0%	10,6%
Autres agents résidents	1 074	1 261	565	597	913	-15,0%	61,6%	52,9%
Non résidents, non ventilés	92	42	35	999	19	-79,3%	-45,7%	-98,1%
<b>Autres crédits</b>	<b>9 646</b>	<b>10 912</b>	<b>10 432</b>	<b>12 147</b>	<b>13 643</b>	<b>41,4%</b>	<b>30,8%</b>	<b>12,3%</b>
Sociétés non financières	4 694	5 756	5 389	7 271	7 927	68,9%	47,1%	9,0%
Entrepreneurs individuels	245	259	253	243	256	4,5%	1,2%	5,3%
Particuliers	845	908	1 045	860	878	3,9%	-16,0%	2,1%
Autres agents résidents	3 837	3 978	3 735	3 766	4 576	19,3%	22,5%	21,5%
Non résidents, non ventilés	25	11	10	7	6	-76,0%	-40,0%	-14,3%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>5 626</b>	<b>6 330</b>	<b>6 363</b>	<b>5 395</b>	<b>5 458</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>-14,2%</b>	<b>1,2%</b>
Sociétés non financières	3 233	3 172	3 099	3 211	3 032	- 6,2%	- 2,2%	- 5,6%
Entrepreneurs individuels	626	710	680	640	664	6,1%	- 2,4%	3,8%
Particuliers	1 426	1 611	1 792	1 475	1 691	18,6%	- 5,6%	14,6%
Autres agents résidents	340	800	756	40	41	-87,9%	-94,6%	2,5%
Non résidents, non ventilés	1	37	36	29	30	2900,0%	-16,7%	3,4%
<b>TOTAL NET</b>	<b>449 733</b>	<b>465 883</b>	<b>474 335</b>	<b>483 090</b>	<b>496 957</b>	<b>10,5%</b>	<b>4,8%</b>	<b>2,9%</b>
Sociétés non financières	167 964	174 795	177 225	180 787	190 695	13,5%	7,6%	5,5%
Entrepreneurs individuels	17 851	18 005	17 904	18 008	18 208	2,0%	1,7%	1,1%
Particuliers	216 543	224 602	228 690	233 023	236 003	9,0%	3,2%	1,3%
Autres agents résidents	46 420	47 526	49 428	49 223	51 167	10,2%	3,5%	3,9%
Non résidents, non ventilés	955	955	1 088	2 049	884	- 7,4%	-18,8%	-56,9%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>9 953</b>	<b>9 484</b>	<b>9 369</b>	<b>9 482</b>	<b>9 502</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,2%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>459 686</b>	<b>475 367</b>	<b>483 704</b>	<b>492 572</b>	<b>506 459</b>	<b>10,2%</b>	<b>4,7%</b>	<b>2,8%</b>

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

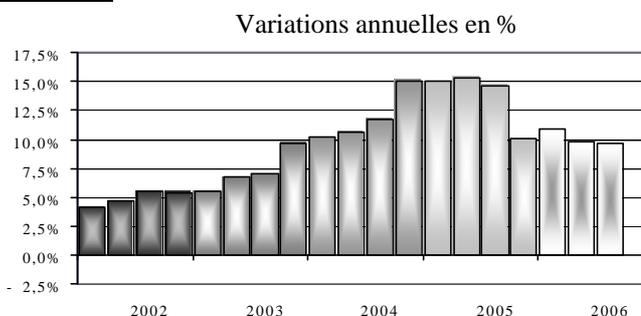
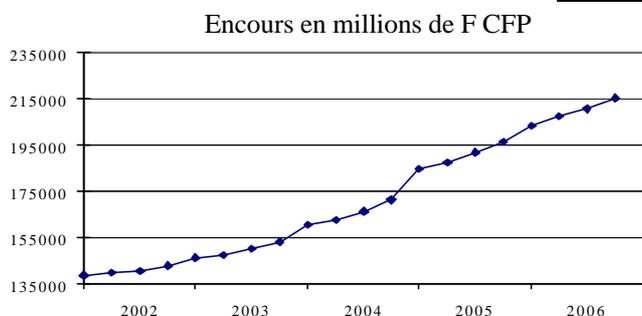
### Crédits de trésorerie



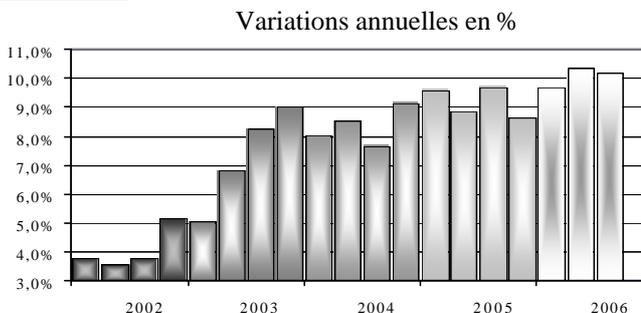
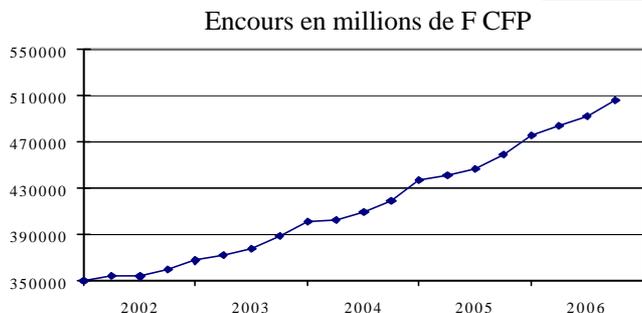
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat



### Ensemble des crédits

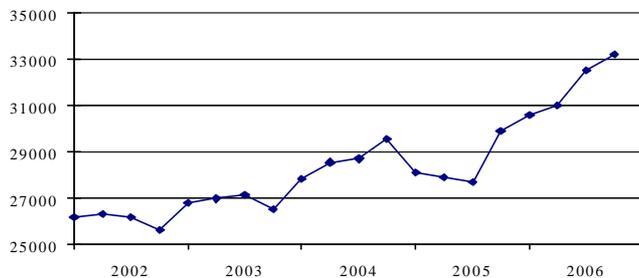


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS SUR LA PLACE

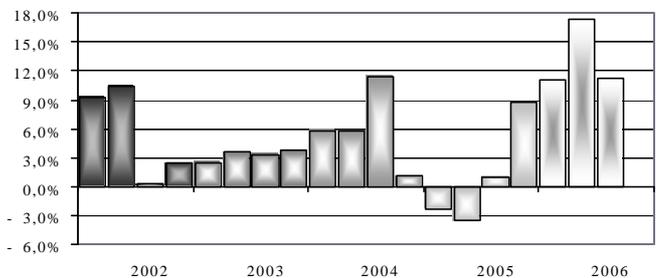
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP



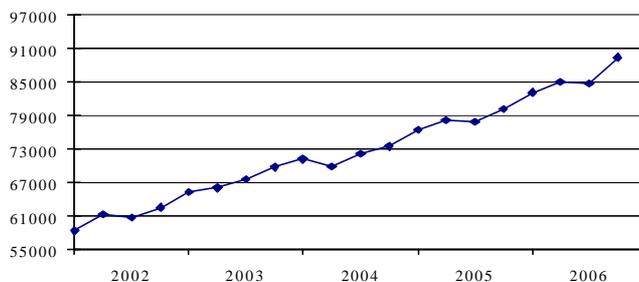
Variations annuelles en %



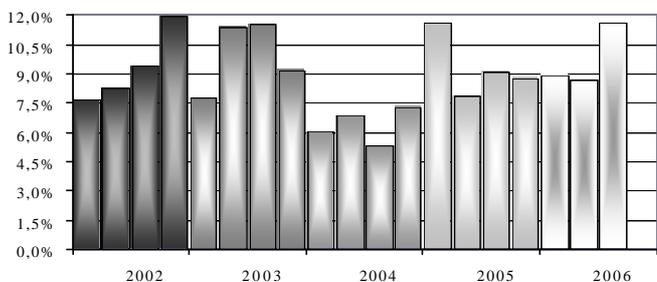
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

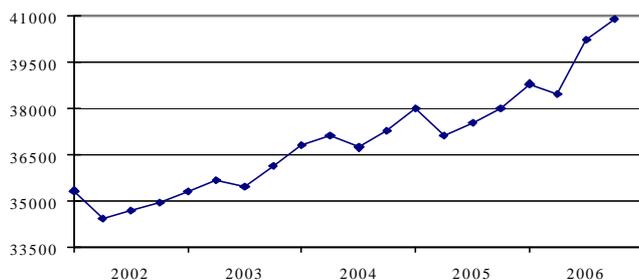


Variations annuelles en %

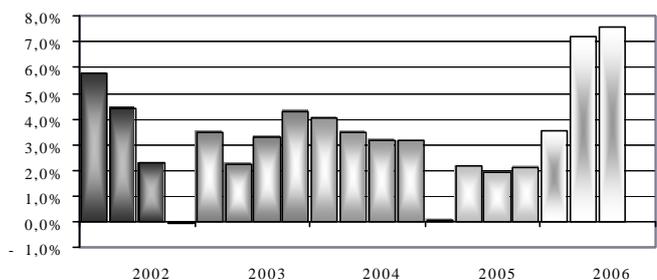


### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP

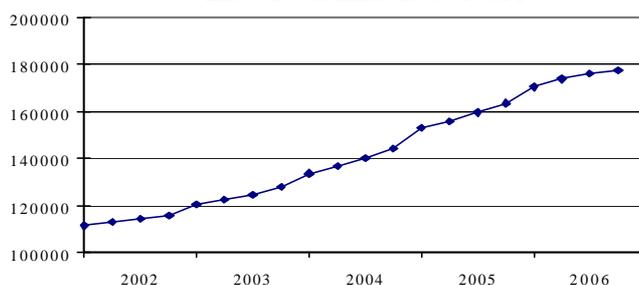


Variations annuelles en %

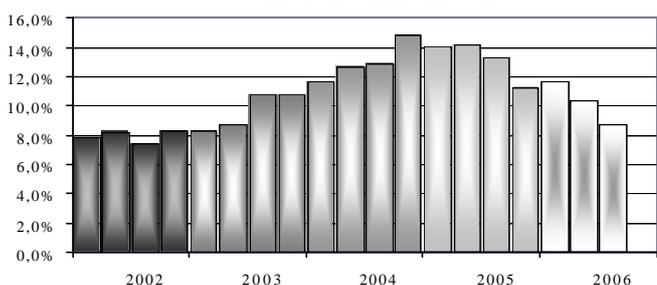


### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUÉS DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

Avec un encours global de 405,5 milliards de F CFP au 30 septembre 2006, les crédits accordés par les établissements de crédit locaux progressent de 10,5 % en douze mois.

Les concours de caractère bancaire octroyés localement se répartissent principalement entre les crédits à l'habitat (42,7 % de l'encours total des crédits bruts), les crédits à l'équipement (19,6 % de l'ensemble brut) et les crédits de trésorerie (17,5 % de l'encours global brut) :

- les **crédits à l'habitat** affichent un taux de croissance annuel de 8,8 % ;
- les **crédits à l'équipement** progressent dans le même temps de 14,3 % ;
- les **crédits de trésorerie**, pour leur part, augmentent de 9,9 % en douze mois.

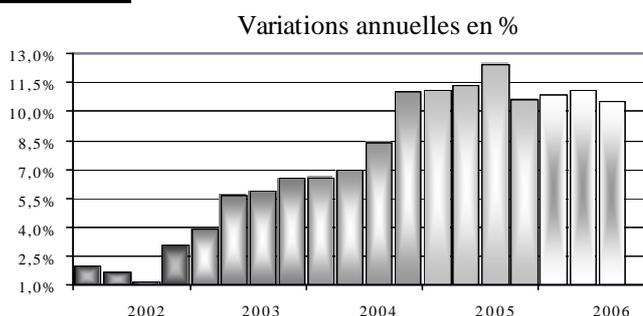
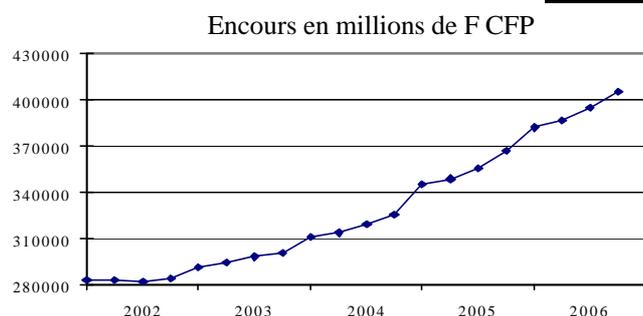
La qualité du portefeuille de clientèle des banques locales s'améliore avec un taux de **créances douteuses brutes** qui recule de 0,4 point entre septembre 2005 et septembre 2006 à 3,7 % du total des encours. Le taux de provisionnement fléchit pour sa part de 2,5 points à 64,2 %.

Totalisant presque la moitié de l'encours global net, les particuliers demeurent les premiers débiteurs des établissements de crédit locaux devant les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) :

- la demande des **particuliers** repose essentiellement sur les crédits à l'habitat (72,7 %), et dans une moindre mesure, sur les crédits de trésorerie (18,4 %) et le financement par crédit-bail (6 %). Leurs encours progressent respectivement de 6,5 %, 6,1 % et 10,2 % en glissement annuel.

- le besoin de financement des **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) se développe sensiblement sur les douze derniers mois avec un encours des crédits nets qui progresse de 15 %. La demande de financement en matière de biens d'équipements (39,9 % du total entreprises) demeure soutenue avec une progression annuelle qui atteint 15,7 %. Dans le même temps, l'encours de crédits de trésorerie (17,4 % du total entreprises) augmente de 11,2 % tandis que celui des comptes ordinaires débiteurs (15 % du total entreprises) progresse de 9,9 %. Cette hausse du besoin de financement concerne les sociétés non financières dont l'encours progresse de 10,5 % en douze mois ; les entrepreneurs individuels affichant une contraction de leur encours (- 13,3 %).

### Ensemble des crédits



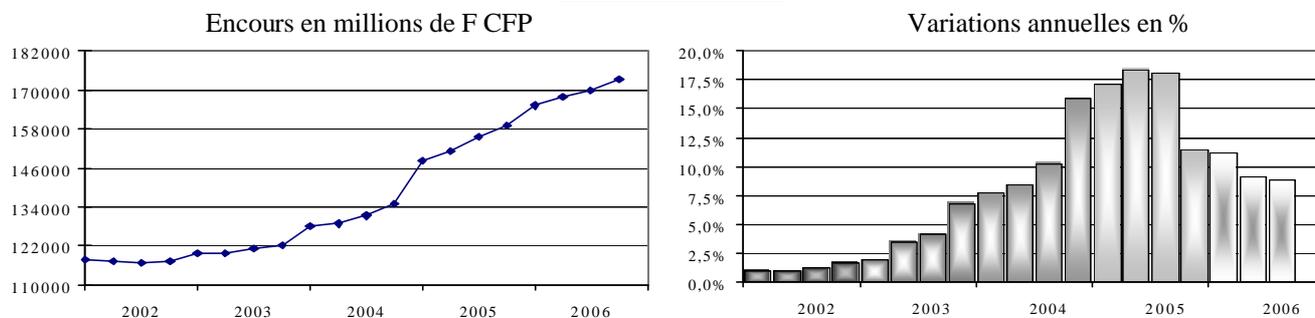
# 1. L'évolution monétaire et financière

TABLEAU IV  
**Concours de caractère bancaire**  
(Établissements de crédit situés dans la zone d'émission)

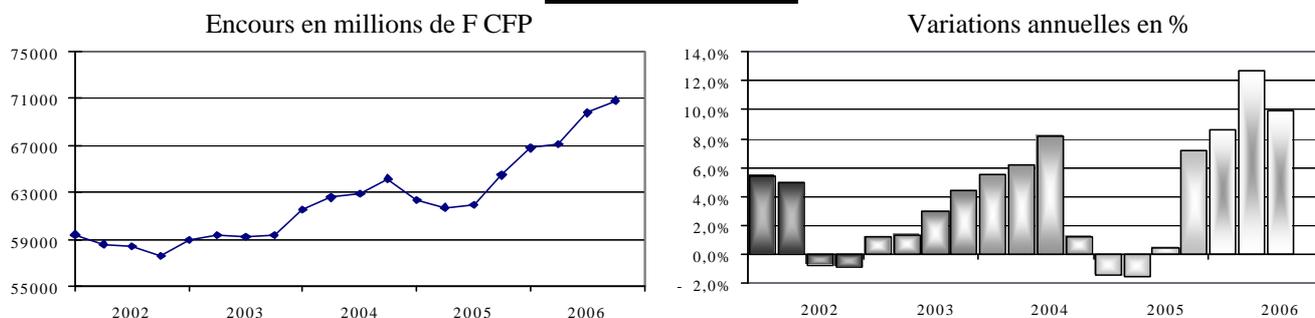
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Crédit-bail</b>	<b>20 542</b>	<b>20 745</b>	<b>20 947</b>	<b>21 233</b>	<b>21 475</b>	<b>4,5%</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,1%</b>
Sociétés non financières	7 561	7 774	7 731	7 710	7 615	0,7%	- 1,5%	- 1,2%
Entrepreneurs individuels	2 493	2 411	2 343	2 310	2 307	- 7,5%	- 1,5%	- 0,1%
Particuliers	10 468	10 542	10 857	11 197	11 531	10,2%	6,2%	3,0%
Autres agents résidents	20	18	16	16	22	10,0%	37,5%	37,5%
Non résidents, non ventilés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>64 505</b>	<b>66 776</b>	<b>67 071</b>	<b>69 803</b>	<b>70 896</b>	<b>9,9%</b>	<b>5,7%</b>	<b>1,6%</b>
Sociétés non financières	28 151	28 918	29 359	30 758	31 570	12,1%	7,5%	2,6%
Entrepreneurs individuels	1 728	1 680	1 628	1 757	1 663	- 3,8%	2,1%	- 5,4%
Particuliers	33 399	34 067	33 504	35 048	35 434	6,1%	5,8%	1,1%
Autres agents résidents	1 217	2 101	2 431	2 094	2 085	71,3%	-14,2%	- 0,4%
Non résidents, non ventilés	10	10	149	146	144	n.s.	- 3,4%	- 1,4%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>69 686</b>	<b>73 125</b>	<b>75 762</b>	<b>76 119</b>	<b>79 623</b>	<b>14,3%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,6%</b>
Sociétés non financières	59 825	63 220	65 926	66 162	69 647	16,4%	5,6%	5,3%
Entrepreneurs individuels	6 063	6 173	6 114	6 339	6 578	8,5%	7,6%	3,8%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	3 129	3 064	3 053	2 986	2 889	- 7,7%	- 5,4%	- 3,2%
Non résidents, non ventilés	669	668	669	632	509	-23,9%	-23,9%	-19,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>159 234</b>	<b>165 264</b>	<b>167 942</b>	<b>169 816</b>	<b>173 262</b>	<b>8,8%</b>	<b>3,2%</b>	<b>2,0%</b>
Sociétés non financières	19 908	20 386	21 164	22 290	25 387	27,5%	20,0%	13,9%
Entrepreneurs individuels	5 990	6 124	6 213	5 971	6 128	2,3%	- 1,4%	2,6%
Particuliers	131 436	136 862	138 775	139 741	140 035	6,5%	0,9%	0,2%
Autres agents résidents	1 742	1 705	1 601	1 578	1 536	-11,8%	- 4,1%	- 2,7%
Non résidents, non ventilés	158	187	189	236	176	11,4%	- 6,9%	-25,4%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>29 584</b>	<b>31 536</b>	<b>30 982</b>	<b>32 280</b>	<b>32 881</b>	<b>11,1%</b>	<b>6,1%</b>	<b>1,9%</b>
Sociétés non financières	25 433	27 353	27 021	27 021	28 112	10,5%	4,0%	4,0%
Entrepreneurs individuels	706	648	673	748	612	-13,3%	- 9,1%	-18,2%
Particuliers	2 279	2 232	2 688	2 915	3 225	41,5%	20,0%	10,6%
Autres agents résidents	1 074	1 261	565	597	913	-15,0%	61,6%	52,9%
Non résidents, non ventilés	92	42	35	999	19	-79,3%	-45,7%	-98,1%
<b>Autres crédits</b>	<b>8 368</b>	<b>9 711</b>	<b>9 233</b>	<b>11 027</b>	<b>12 523</b>	<b>49,7%</b>	<b>35,6%</b>	<b>13,6%</b>
Sociétés non financières	4 070	5 179	4 812	6 742	7 398	n.s.	53,7%	9,7%
Entrepreneurs individuels	245	259	253	243	256	4,5%	1,2%	5,3%
Particuliers	843	906	1 043	860	878	4,2%	-15,8%	2,1%
Autres agents résidents	3 185	3 356	3 115	3 175	3 985	25,1%	27,9%	25,5%
Non résidents, non ventilés	25	11	10	7	6	-76,0%	-40,0%	-14,3%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>4 978</b>	<b>5 321</b>	<b>5 366</b>	<b>5 190</b>	<b>5 304</b>	<b>6,5%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>2,2%</b>
Sociétés non financières	3 208	3 172	3 099	3 211	3 032	- 5,5%	- 2,2%	- 5,6%
Entrepreneurs individuels	626	710	680	640	664	6,1%	- 2,4%	3,8%
Particuliers	1 117	1 382	1 548	1 270	1 537	37,6%	- 0,7%	21,0%
Autres agents résidents	26	20	3	40	41	57,7%	1266,7%	2,5%
Non résidents, non ventilés	1	37	36	29	30	n.s.	-16,7%	3,4%
<b>TOTAL NET</b>	<b>356 897</b>	<b>372 478</b>	<b>377 303</b>	<b>385 468</b>	<b>395 964</b>	<b>10,9%</b>	<b>4,9%</b>	<b>2,7%</b>
Sociétés non financières	148 156	156 002	159 112	163 894	172 761	16,6%	8,6%	5,4%
Entrepreneurs individuels	17 851	18 005	17 904	18 008	18 208	2,0%	1,7%	1,1%
Particuliers	179 542	185 991	188 415	191 031	192 640	7,3%	2,2%	0,8%
Autres agents résidents	10 393	11 525	10 784	10 486	11 471	10,4%	6,4%	9,4%
Non résidents, non ventilés	955	955	1 088	2 049	884	- 7,4%	-18,8%	-56,9%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>9 953</b>	<b>9 484</b>	<b>9 369</b>	<b>9 482</b>	<b>9 502</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,2%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>366 850</b>	<b>381 962</b>	<b>386 672</b>	<b>394 950</b>	<b>405 466</b>	<b>10,5%</b>	<b>4,9%</b>	<b>2,7%</b>

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

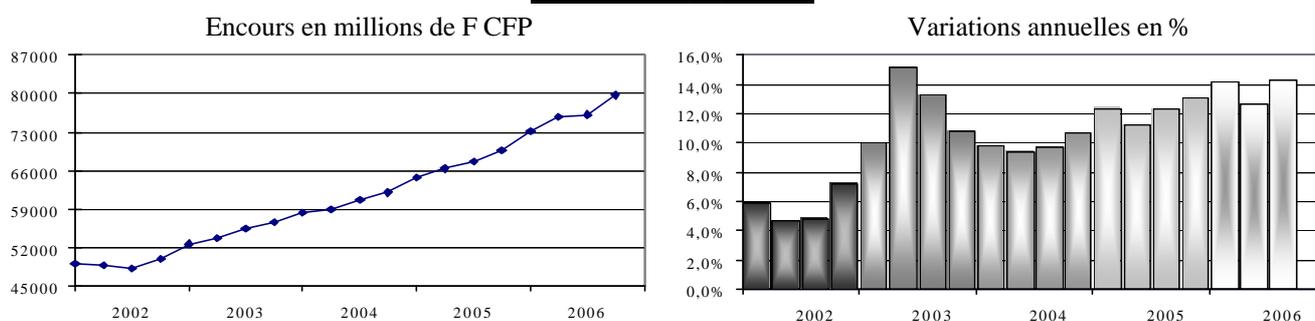
### Crédits à l'habitat



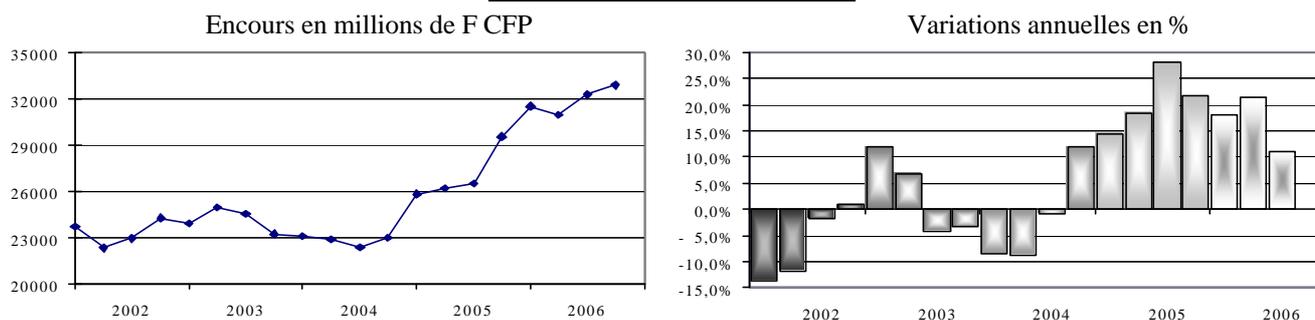
### Crédits de trésorerie



### Crédits à l'équipement



### Comptes ordinaires débiteurs

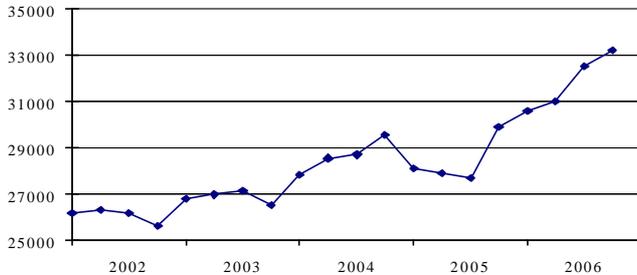


## LES PRINCIPALES CATÉGORIES DES CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

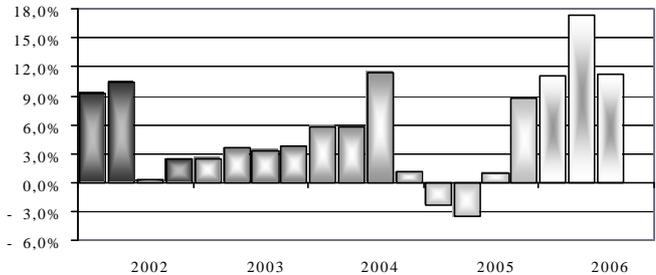
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP



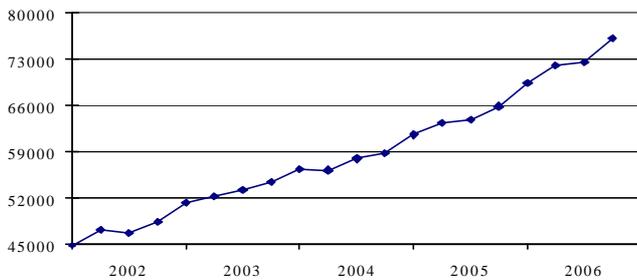
Variations annuelles en %



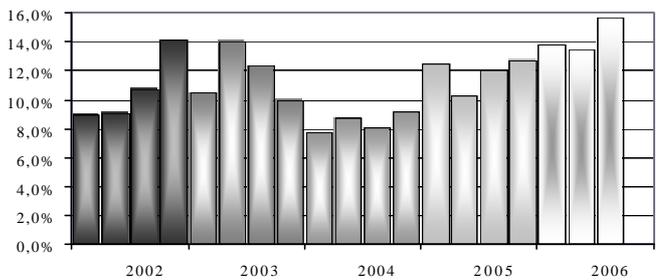
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

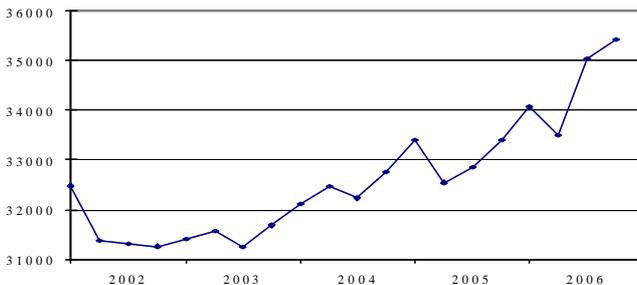


Variations annuelles en %

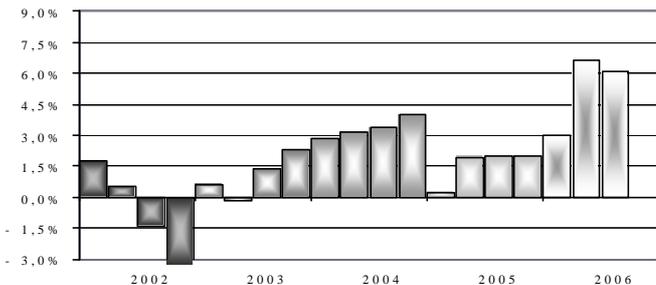


### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP

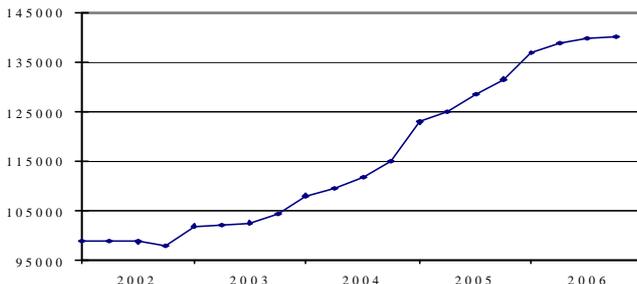


Variations annuelles en %

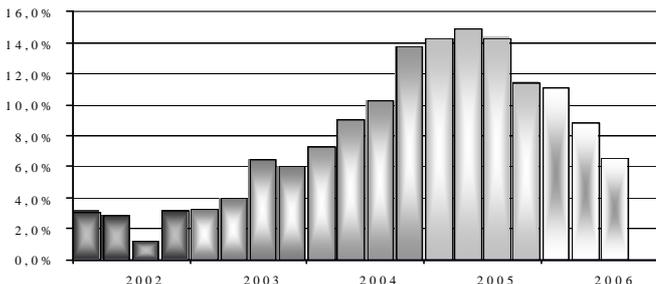


### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



## 1.2.3 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS INSTALLÉS HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

L'encours des crédits accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission représente 101 milliards de F CFP au 30 septembre 2006 ; il a progressé de 8,8 % en douze mois.

Les établissements situés hors zone d'émission octroient essentiellement des **crédits à l'équipement** (51,7 % du total) et des **crédits à l'habitat** (41,7 %). La première catégorie de crédit enregistre une augmentation de son encours de 6,2 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006. L'encours des crédits à l'habitat progresse pour sa part de 13,3 % sur la même période.

L'encours des crédits aux "**Autres agents économiques résidents**" représente 39,3 % de l'activité des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission. Ce dernier augmente de 10,2 % sur douze mois. Il est composé essentiellement de crédits à l'équipement octroyés aux collectivités publiques. L'encours des crédits accordés aux **sociétés non financières** représente 17,8 % du total des concours et diminue de 9,5 % par rapport au 30 septembre de l'année précédente. Enfin, le rythme de progression de l'encours des particuliers (essentiellement constitué de crédits à l'habitat) demeure soutenu à +17,2 % en glissement annuel au 30 septembre 2006. La part relative des concours accordés aux particuliers par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (essentiellement des crédits à l'habitat) est passée de 40 % fin septembre 2005 à 42,9 % fin septembre 2006.

### VENTILATION PAR AGENT ÉCONOMIQUE DES CONCOURS OCTROYES PAR LES ETABLISSEMENTS INSTALLÉS HORS DE LA ZONE D'EMISSION

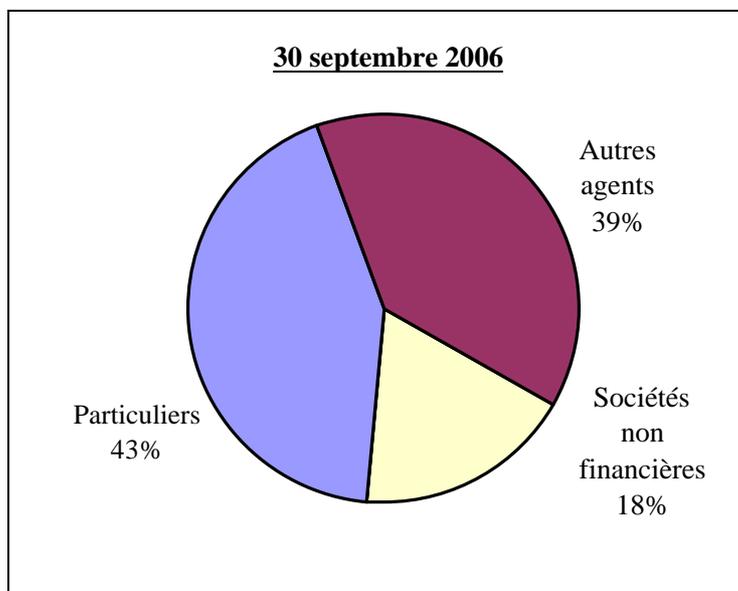
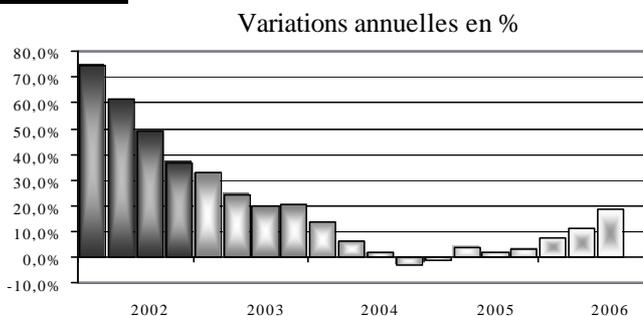
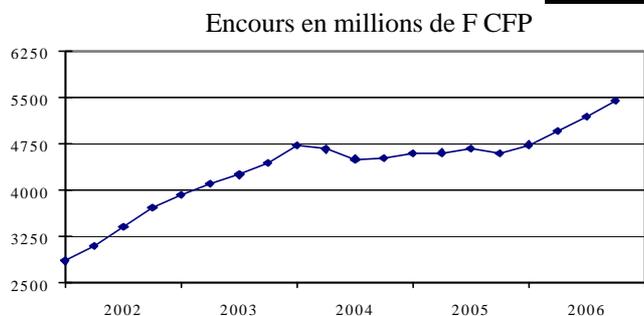


TABLEAU V  
**Concours de caractère bancaire**  
*(Etablissements de crédit situés hors de la zone d'émission)*

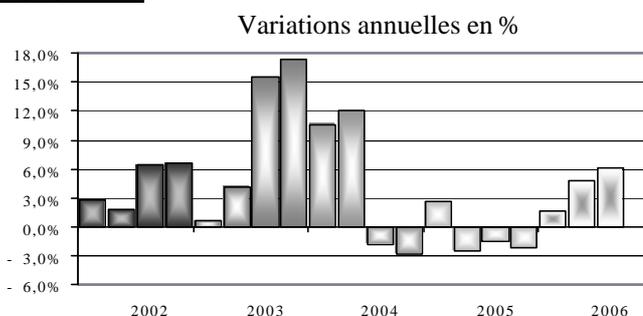
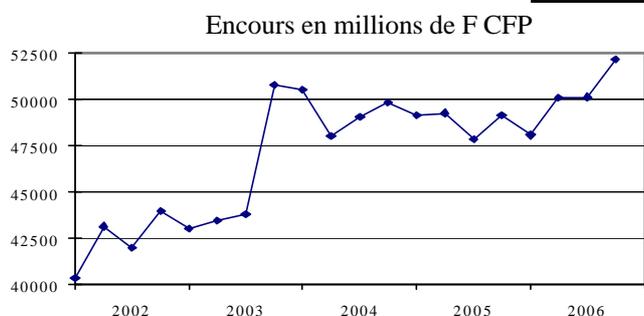
	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Crédit-bail</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>4 596</b>	<b>4 743</b>	<b>4 971</b>	<b>5 194</b>	<b>5 447</b>	<b>18,5%</b>	<b>9,6%</b>	<b>4,9%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 596	4 743	4 971	5 194	5 447	18,5%	9,6%	4,9%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>49 140</b>	<b>48 087</b>	<b>50 080</b>	<b>50 145</b>	<b>52 166</b>	<b>6,2%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,0%</b>
Sociétés non financières	14 314	13 733	13 053	12 219	13 261	- 7,4%	1,6%	8,5%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	34 826	34 354	37 027	37 926	38 905	11,7%	5,1%	2,6%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>37 174</b>	<b>38 365</b>	<b>39 785</b>	<b>40 958</b>	<b>42 106</b>	<b>13,3%</b>	<b>5,8%</b>	<b>2,8%</b>
Sociétés non financières	4 845	4 483	4 483	4 145	4 144	-14,5%	- 7,6%	- 0,0%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	32 094	33 637	35 058	36 593	37 762	17,7%	7,7%	3,2%
Autres agents résidents	235	245	244	220	200	-14,9%	-18,0%	- 9,1%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>1 278</b>	<b>1 201</b>	<b>1 199</b>	<b>1 120</b>	<b>1 120</b>	<b>-12,4%</b>	<b>- 6,6%</b>	-
Sociétés non financières	624	577	577	529	529	-15,2%	- 8,3%	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	2	2	2	-	-	-100,0%	-100,0%	-
Autres agents résidents	652	622	620	591	591	- 9,4%	- 4,7%	-
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>648</b>	<b>1 009</b>	<b>997</b>	<b>205</b>	<b>154</b>	<b>-76,2%</b>	<b>-84,6%</b>	<b>-24,9%</b>
Sociétés non financières	25	-	-	-	-	-100,0%	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	309	229	244	205	154	-50,2%	-36,9%	-24,9%
Autres agents résidents	314	780	753	-	-	-100,0%	-100,0%	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>92 836</b>	<b>93 405</b>	<b>97 032</b>	<b>97 622</b>	<b>100 993</b>	<b>8,8%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,5%</b>
Sociétés non financières	19 808	18 793	18 113	16 893	17 934	- 9,5%	- 1,0%	6,2%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	37 001	38 611	40 275	41 992	43 363	17,2%	7,7%	3,3%
Autres agents résidents	36 027	36 001	38 644	38 737	39 696	10,2%	2,7%	2,5%
<b>Provisions non ventilées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>92 836</b>	<b>93 405</b>	<b>97 032</b>	<b>97 622</b>	<b>100 993</b>	<b>8,8%</b>	<b>4,1%</b>	<b>3,5%</b>

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS LA ZONE D'ÉMISSION

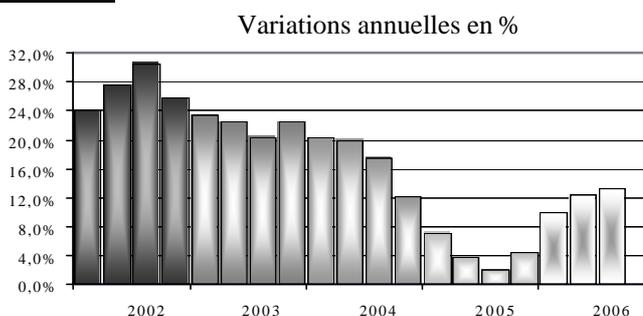
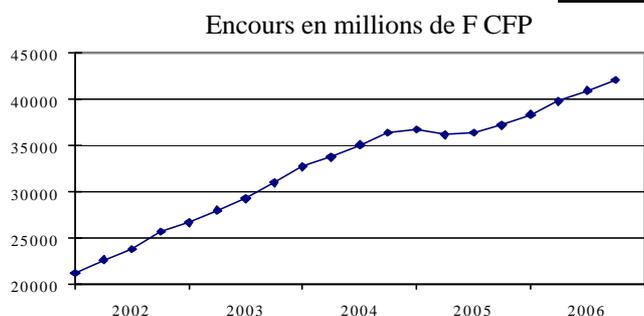
### Crédits de trésorerie



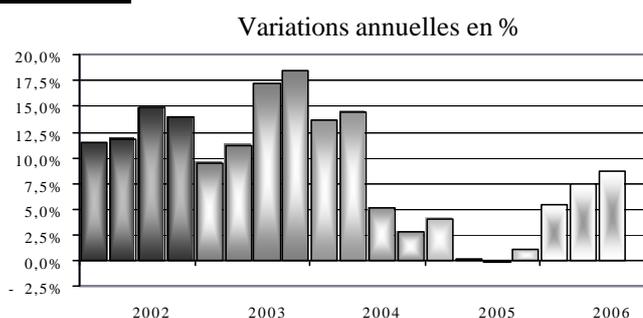
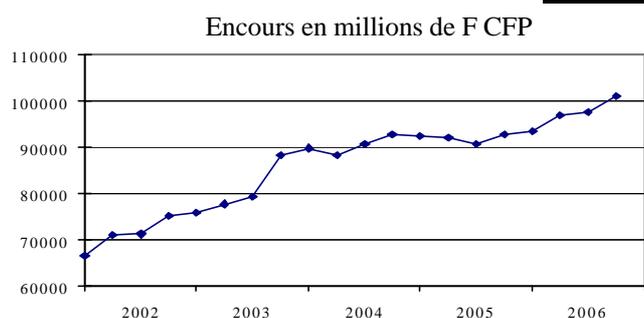
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat



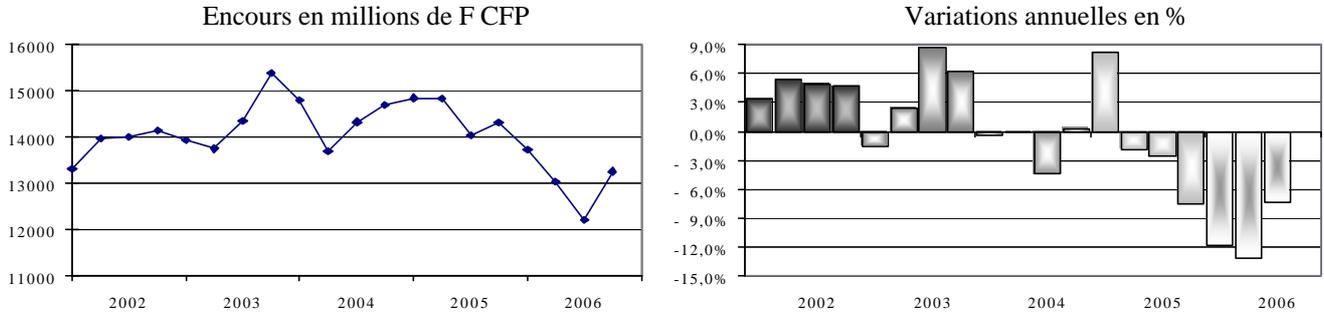
### Ensemble des crédits



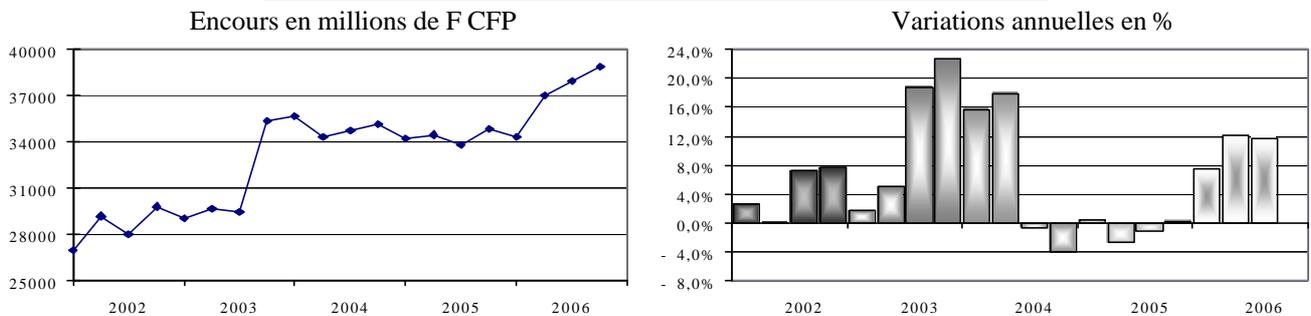
## LES PRINCIPAUX CONCOURS ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS LA ZONE D'ÉMISSION

### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

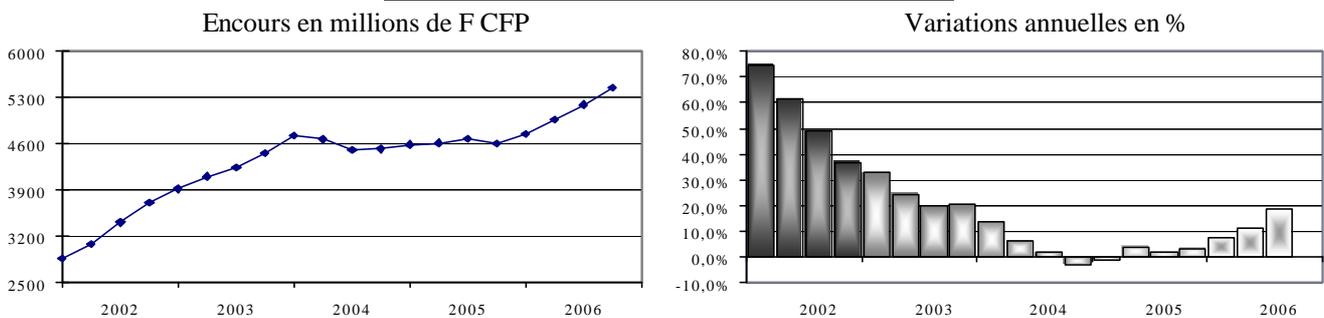
(sociétés financières et entrepreneurs individuels)



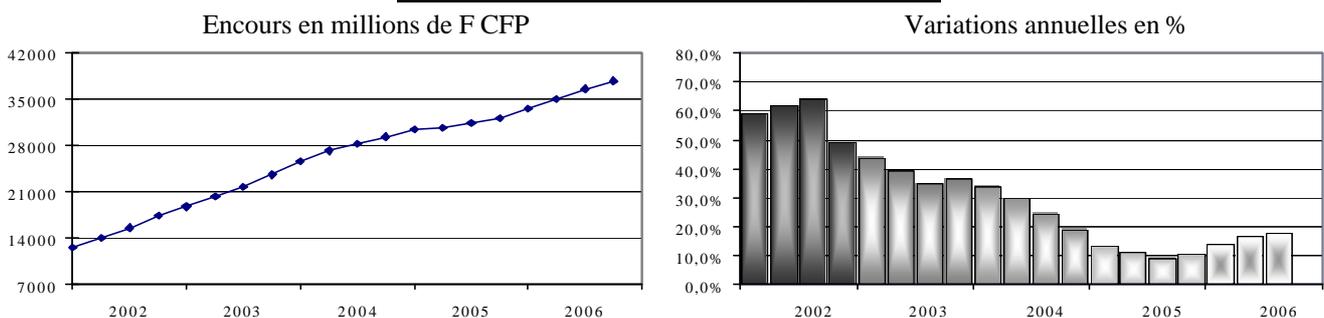
### Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents »



### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers



### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers



## **1.3 - LA MASSE MONÉTAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES**

### **1.3.1 LA MASSE MONÉTAIRE (TABLEAU VI)**

La masse monétaire a progressé de 12,8 % sur douze mois pour s'établir à 309,3 milliards de FCFP au 30 septembre 2006.

Avec un montant de circulation fiduciaire en hausse de 4,3 % et des dépôts à vue en augmentation de 14,2 % sur la période sous revue, l'agrégat M1 progresse de 13,4 % (+17,3 % entre le 30 septembre 2004 et le 30 septembre 2005). Cet élément représente 49,4 % de la masse monétaire à fin septembre 2006.

L'agrégat M2-M1 (quasi-exclusivement constitué de comptes sur livrets) est en hausse de 3,9 % sur douze mois après une hausse de 10 % entre le 30 septembre 2004 et le 30 septembre 2005.

Dans le même temps, l'agrégat M3-M2 (essentiellement constitué de dépôts à terme) progresse de 18,9 % contre une augmentation de 8,1 % entre le 30 septembre 2004 et le 30 septembre 2005.

Enfin, l'agrégat P1 (l'épargne contractuelle est quasi-exclusivement constituée de plans d'épargne-logement) augmente de 15,8 %.

### **1.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE (TABLEAU VII)**

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux progressent de 10,9 % en un an. Les engagements hors zone d'émission augmentent dans le même temps de 3 %. Ces évolutions influent favorablement sur la position extérieure nette des établissements de crédit locaux (différence entre les avoirs et les engagements). Ainsi, son solde structurellement négatif s'est redressé en douze mois à - 62,6 milliards de FCFP au 30 septembre 2006 contre - 64,8 milliards au 30 septembre 2005 (- 3,5 %).

# 1. L'évolution monétaire et financière

TABLEAU VI  
**Composantes de la masse monétaire en Nouvelle-Calédonie**

en millions de F CFP	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>M1</b>								
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>10 781</b>	<b>11 504</b>	<b>11 002</b>	<b>11 202</b>	<b>11 248</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,4%</b>
- Billets	9 583	10 273	9 782	9 964	9 989	4,2%	2,1%	0,3%
- Pièces	1 198	1 231	1 220	1 238	1 259	5,1%	3,2%	1,7%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>123 966</b>	<b>146 023</b>	<b>138 826</b>	<b>139 383</b>	<b>141 545</b>	<b>14,2%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,6%</b>
- Banques	117 044	138 578	130 945	131 748	133 607	14,2%	2,0%	1,4%
- O.P.T.	6 922	7 445	7 881	7 635	7 938	14,7%	0,7%	4,0%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>134 747</b>	<b>157 527</b>	<b>149 828</b>	<b>150 585</b>	<b>152 793</b>	<b>13,4%</b>	<b>2,0%</b>	<b>1,5%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>61 693</b>	<b>63 335</b>	<b>64 322</b>	<b>63 651</b>	<b>64 085</b>	<b>3,9%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>60 913</b>	<b>62 559</b>	<b>63 530</b>	<b>62 853</b>	<b>63 248</b>	<b>3,8%</b>	<b>- 0,4%</b>	<b>0,6%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>780</b>	<b>776</b>	<b>792</b>	<b>798</b>	<b>837</b>	<b>7,3%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,9%</b>
<b>Total M2</b>	<b>196 440</b>	<b>220 862</b>	<b>214 150</b>	<b>214 236</b>	<b>216 878</b>	<b>10,4%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,2%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>77 723</b>	<b>76 523</b>	<b>84 311</b>	<b>87 261</b>	<b>92 427</b>	<b>18,9%</b>	<b>9,6%</b>	<b>5,9%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>76 897</b>	<b>75 697</b>	<b>83 509</b>	<b>86 475</b>	<b>91 663</b>	<b>19,2%</b>	<b>9,8%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Bons</b>	<b>826</b>	<b>826</b>	<b>802</b>	<b>786</b>	<b>764</b>	<b>- 7,5%</b>	<b>- 4,7%</b>	<b>- 2,8%</b>
<b>Total M3</b>	<b>274 163</b>	<b>297 385</b>	<b>298 461</b>	<b>301 497</b>	<b>309 305</b>	<b>12,8%</b>	<b>3,6%</b>	<b>2,6%</b>
<b>P1</b>	<b>5 311</b>	<b>5 655</b>	<b>5 931</b>	<b>6 061</b>	<b>6 149</b>	<b>15,8%</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,5%</b>
(Epargne contractuelle)								
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>5 273</b>	<b>5 618</b>	<b>5 895</b>	<b>6 019</b>	<b>6 107</b>	<b>15,8%</b>	<b>3,6%</b>	<b>1,5%</b>
<b>Autres comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>38</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>10,5%</b>	<b>16,7%</b>	<b>-</b>

TABLEAU VII  
**Contreparties de la masse monétaire**

en millions de F CFP	30/09/2005	31/12/2005	31/03/2006	30/06/2006	30/09/2006	variations en pourcentage		
	m-12	m-9	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>71 121</b>	<b>87 479</b>	<b>86 554</b>	<b>78 433</b>	<b>81 747</b>	<b>14,9%</b>	<b>- 5,6%</b>	<b>4,2%</b>
- Institut d'émission	18 007	19 116	19 928	19 143	22 838	26,8%	14,6%	19,3%
- Etablissements de crédit locaux (*)	53 114	68 363	66 626	59 290	58 909	10,9%	-11,6%	- 0,6%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>10 938</b>	<b>11 642</b>	<b>12 158</b>	<b>12 094</b>	<b>12 380</b>	<b>13,2%</b>	<b>1,8%</b>	<b>2,4%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>192 104</b>	<b>198 264</b>	<b>199 749</b>	<b>210 970</b>	<b>215 178</b>	<b>12,0%</b>	<b>7,7%</b>	<b>2,0%</b>
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	366 850	381 962	386 672	394 950	405 466	10,5%	4,9%	2,7%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	174 746	183 698	186 923	183 980	190 288	8,9%	1,8%	3,4%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	34 179	35 958	38 924	39 026	38 891	13,8%	- 0,1%	- 0,3%
- Provisions sur créances douteuses	9 952	9 484	9 369	9 483	9 502	- 4,5%	1,4%	0,2%
- Engagements hors zone d'émission (*)	117 927	123 914	124 042	123 160	121 478	3,0%	- 2,1%	- 1,4%
- Epargne contractuelle	5 311	5 656	5 932	6 060	6 149	15,8%	3,7%	1,5%
- Divers	7 377	8 686	8 656	6 251	14 268	93,4%	64,8%	128,3%
<b>Total M3</b>	<b>274 163</b>	<b>297 385</b>	<b>298 461</b>	<b>301 497</b>	<b>309 305</b>	<b>12,8%</b>	<b>3,6%</b>	<b>2,6%</b>

(\*) Position extérieure nette du système bancaire local : - 64 813 - 55 551 - 57 416 - 63 870 - 62 569

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

# 1. L'évolution monétaire et financière

## 1.4 - L'EQUILIBRE EMPLOIS - RESSOURCES DES EC LOCAUX

### 1.4.1 LE FINANCEMENT DES CRÉDITS BANCAIRES (TABLEAU VIII)

Les ressources des établissements de crédit sont quasiment entièrement affectées à leur activité de crédit (97%), le solde étant dévolu à la constitution des réserves obligatoires auprès de l'IEOM (3 %). Les emplois des établissements de crédit locaux ont progressé de 10,9 % entre le 30 septembre 2005 et le 30 septembre 2006 et représentent un volume de 418,2 milliards de F CFP.

Le système bancaire local se finance sur ressources propres à hauteur de 11,6 %, soit un volume de 48,4 milliards de FCFP au 30 septembre 2006. A noter que les ressources propres sont en progression de 9,7 % par rapport au 30 septembre 2005.

Les opérations de réescompte ressortent en retrait sur douze mois (*cf.* « autres activités de l'IEOM », point 3.3 « Le refinancement » page 46). Avec un encours de 8,6 milliards de FCFP, ces opérations représentent 2 % des ressources des établissements de crédit locaux.

Les ressources des établissements de crédit proviennent donc essentiellement des dépôts collectés (69 % des ressources). Ces derniers minorés des encaisses représentent 288,6 milliards de F CFP à fin septembre 2006 (+13,2% sur l'année).

TABLEAU VIII

**FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 septembre 2006**

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	405 466	97,0%	Dépôts collectés (- encaisses)	288 597	69,0%
Réserves obligatoires	12 705	3,0%	Financement sur ressources propres *	48 392	11,6%
Réserves libres	–	–	Réesc compte	8 560	2,0%
			(-) position extérieure nette des EC	62 569	15,0%
			Excédent des op. diverses des EC	10 053	2,4%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>418 171</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>418 171</b>	<b>100,0%</b>

**FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2006**

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	386 672	96,8%	Dépôts collectés (- encaisses)	278 626	69,8%
Réserves obligatoires	12 624	3,2%	Financement sur ressources propres *	48 293	12,1%
Réserves libres	–	–	Réesc compte	10 040	2,5%
			(-) position extérieure nette des EC	57 416	14,4%
			Excédent des op. diverses des EC	4 921	1,2%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>399 296</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>399 296</b>	<b>100,0%</b>

**FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 septembre 2005**

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	366 850	97,3%	Dépôts collectés (- encaisses)	254 934	67,6%
Réserves obligatoires	10 245	2,7%	Financement sur ressources propres *	44 132	11,7%
Réserves libres	–	–	Réesc compte	9 955	2,6%
			(-) position extérieure nette des EC	64 812	17,2%
			Excédent des op. diverses des EC	3 262	0,9%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>377 095</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>377 095</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

## 1.4.2 L'ÉQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DURÉE <sup>1</sup> (TABLEAU IX)

### Les opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires en terme de solde emplois-ressources. En effet, les ressources clientèle des établissements de crédit calédoniens représentent un montant de 294,6 milliards de F CFP contre un volume d'emplois clientèle de 396,4 milliards de F CFP. Il en résulte donc un déficit des opérations avec la clientèle de 101,8 milliards de F CFP au 30 septembre 2006. Ce déficit est sensiblement supérieur à celui observé à fin septembre 2005 (96,1 milliards de F CFP).

Parallèlement à ce déficit, un très grand décalage entre les ressources et les emplois clientèle est observé en ce qui concerne les délais d'exigibilité. Les ressources clientèle sont essentiellement des dépôts à moins de trois mois (89 % des ressources clientèle) tandis que les emplois clientèle sont majoritairement des emplois à plus d'un an (71 % des emplois clientèle).

### Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux représentent un encours de 143,4 milliards de F CFP. Ce sont majoritairement des ressources longues (70 % ont un terme supérieur à douze mois, 28 % ont un terme supérieur à 5 ans). Parallèlement, les emplois sont à très court terme puisque l'encours au jour le jour représente 43 % du total des emplois interbancaires (88,3 milliards de F CFP). Le solde des opérations interbancaires ressort positif à 55,1 milliards de F CFP, en stabilité par rapport à fin septembre 2005 (55 milliards de F CFP). Ce décalage au niveau des termes est opposé à celui qui est observé pour les opérations avec la clientèle. L'équilibre entre les opérations interbancaires et les opérations avec la clientèle provient de l'excédent des capitaux permanents sur les valeurs immobilisées (48,4 milliards de F CFP au 30 septembre 2006 contre 44,1 milliards de F CFP douze mois auparavant).

<sup>1</sup> Cette analyse de l'activité bancaire est faite selon une méthodologie purement comptable fondée sur l'examen des bilans agrégés des établissements de crédit. En conséquence, quelques écarts apparaissent par rapport aux données indiquées précédemment dans le bulletin notamment en ce qui concerne l'activité de crédit des établissements de crédit. L'ensemble de ces écarts d'origine méthodologique est repris dans la ligne « Retraitements ».

TABLEAU IX  
Équilibre emplois-ressources en fonction de la durée

30 septembre 2006	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse (F CFP + Devises)	2 604	2 604	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales et OPT	12 852	-	12 852	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	22 657	-	22 657	-	-	-	-	-	-
Comptes et prêts à terme dont réseau	46 397	-	2 198	15 434	8 287	1 216	2 561	15 746	955
Val. reçues en pension à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VNI, créances douteuses et créances rattachées	3 828	3 828	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total emplois</b>	<b>88 338</b>	<b>6 432</b>	<b>37 707</b>	<b>15 434</b>	<b>8 287</b>	<b>1 216</b>	<b>2 561</b>	<b>15 746</b>	<b>955</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	147	-	147	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires créditeurs	3 806	-	3 806	-	-	-	-	-	-
Comptes et emprunts à terme dont réseau	128 350	-	302	4 337	2 898	3 312	16 711	60 817	39 973
Val. données en pension à terme	8 560	-	-	8 560	-	-	-	-	-
Emprunts auprès de la clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sommes dues, dettes rattachées	2 538	2 538	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>143 401</b>	<b>2 538</b>	<b>4 255</b>	<b>12 897</b>	<b>2 898</b>	<b>3 312</b>	<b>16 711</b>	<b>60 817</b>	<b>39 973</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>									
<b>Cumul</b>	<b>55 063</b>	<b>- 3 894</b>	<b>- 33 452</b>	<b>- 2 537</b>	<b>- 5 389</b>	<b>2 096</b>	<b>14 150</b>	<b>45 071</b>	<b>39 018</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	32 881	-	32 881	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	331 725	-	2	10 089	13 039	14 053	29 811	143 888	120 843
VNI, créances douteuses et créances rattachées	8 721	8 721	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à terme	597	-	-	-	-	-	-	-	597
Crédit-bail et opérations assimilées	21 475	111	-	583	1 132	1 658	3 286	14 666	39
Location simple	992	-	-	37	55	81	170	649	-
<b>Total emplois</b>	<b>396 391</b>	<b>8 832</b>	<b>32 883</b>	<b>10 709</b>	<b>14 226</b>	<b>15 792</b>	<b>33 267</b>	<b>159 203</b>	<b>121 479</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	133 607	148	133 459	-	-	-	-	-	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes sur livrets et divers	65 167	-	60 377	866	791	752	1 154	999	228
Comptes créditeurs à termes	91 663	-	-	36 839	28 707	9 971	7 597	6 765	1 784
Bons de caisse et bons d'épargne	764	-	-	247	135	254	128	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 433	3 433	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>294 634</b>	<b>3 581</b>	<b>193 836</b>	<b>37 952</b>	<b>29 633</b>	<b>10 977</b>	<b>8 879</b>	<b>7 764</b>	<b>2 012</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>									
<b>Cumul</b>	<b>-101 757</b>	<b>- 5 251</b>	<b>160 953</b>	<b>27 243</b>	<b>15 407</b>	<b>- 4 815</b>	<b>- 24 388</b>	<b>-151 439</b>	<b>-119 467</b>
<b>Retraitements</b>	<b>1 698</b>								
<b>Excédent cap.perm.sur Val. Imm.</b>	<b>48 392</b>								



## *II. Rappel des taux*

*1. Les taux administrés*

*2. Les taux de marché*

*3. Les taux de l'usure*

*4. Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit*

## 2. Rappel des taux

### 2.1 - TAUX ADMINISTRÉS

#### 2.1.1 TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	<b>2,11 %</b>

#### 2.1.2 TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT

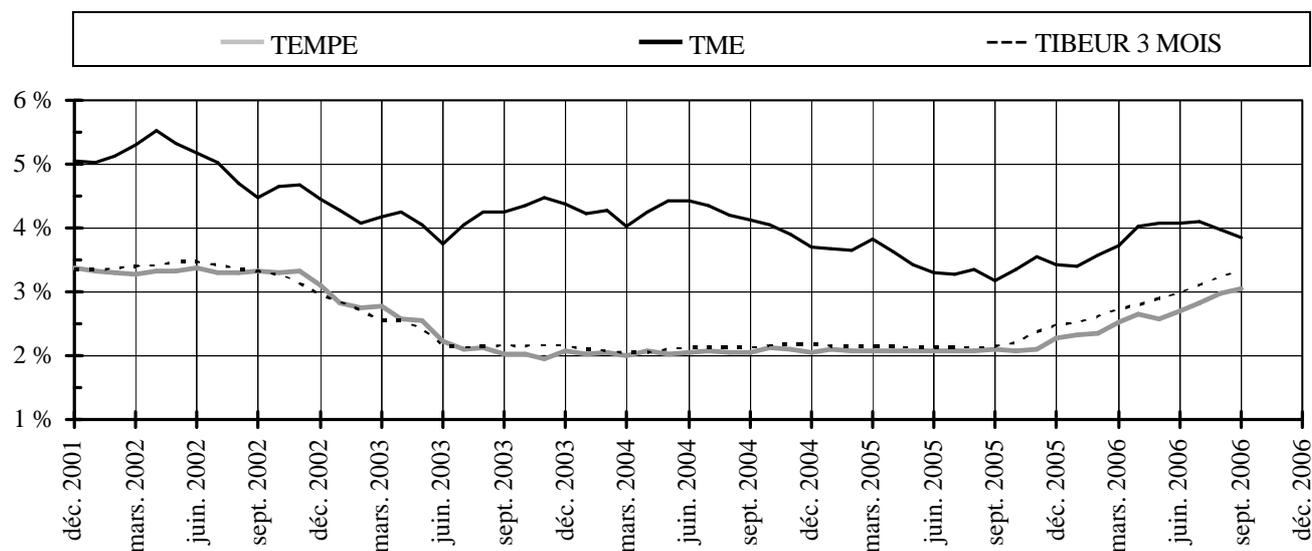
Taux de refinancement	1 <sup>er</sup> Trim. 2006	2 <sup>ème</sup> Trim. 2006	3 <sup>ème</sup> Trim. 2006	4 <sup>ème</sup> Trim. 2006
Taux de la facilité de dépôt	1,50 % (1)	1,75 % (2)	2,00 % (3)	<b>2,25 % (4)</b>
Taux de l'escompte de chèque	3,50 % (1)	3,75 % (2)	4,00 % (3)	<b>4,25 % (4)</b>
Taux de la facilité de prêt marginal	3,50 % (1)	3,75 % (2)	4,00 % (3)	<b>4,25 % (4)</b>
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,50 % (5)	2,00 % (6)	2,00 %	<b>2,00 %</b>
Taux de réescompte des PBL	3,00 % (7)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>

Taux plafonds	1 <sup>er</sup> Trim. 2006	2 <sup>ème</sup> Trim. 2006	3 <sup>ème</sup> Trim. 2006	4 <sup>ème</sup> Trim. 2006
Prêts réescomptés aux entreprises	4,50 % (5)	5,00 % (6)	5,00 %	<b>5,00 %</b>
Prêts bancaires au logement (PBL)	5,65 %-6,10 % (8)	5,85 %-6,30 % (9)	6,25 %-6,70 % (10)	<b>6,35 %-6,80 % (11)</b>

(1) à compter du 08/03/2006 (4) à compter du 11/10/2006 (7) à compter du 01/08/1996 (8) à compter du 01/09/2005 (taux SGFGAS)  
 (2) à compter du 15/06/2006 (5) à compter du 01/01/2004 (9) à compter du 01/05/2006 (taux SGFGAS)  
 (3) à compter du 09/08/2006 (6) à compter du 06/06/2006 (10) à compter du 01/07/2006 (taux SGFGAS)  
 (11) à compter du 01/10/2006 (taux SGFGAS)

### 2.2 - TAUX DU MARCHÉ

#### 2.2.1 TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE ET DU MARCHÉ OBLIGATAIRE (MOYENNE MENSUELLE)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

## 2. Rappel des taux

### 2.3 - TAUX DE L'USURE<sup>1</sup>

#### 2.3.1 PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	1 <sup>er</sup> Trim. 2006	2 <sup>ème</sup> Trim. 2006	3 <sup>ème</sup> Trim. 2006	4 <sup>ème</sup> Trim. 2006
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	5,72 %	5,80 %	5,99 %	<b>6,16 %</b>
- Prêts à taux variable	5,36 %	5,48 %	5,57 %	<b>5,73 %</b>
- Prêts à taux relais	5,63 %	5,68 %	5,81 %	<b>6,03 %</b>
<b>Autres prêts</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	19,67 %	20,21 %	20,36 %	<b>20,53 %</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	17,37 %	17,81 %	18,20 %	<b>18,81 %</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	7,89 %	8,40 %	8,48 %	<b>8,53 %</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

#### 2.3.2 PRÊTS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1 <sup>er</sup> Trim. 2006	2 <sup>ème</sup> Trim. 2006	3 <sup>ème</sup> Trim. 2006	4 <sup>ème</sup> Trim. 2006
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,95 %	9,96 %	10,25 %	<b>10,49 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,49 %	5,55 %	5,67 %	<b>6,17 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,91 %	5,99 %	6,31 %	<b>6,51 %</b>
- Découverts en compte (2)	12,35 %	13,33 %	13,97 %	<b>14,00 %</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	7,81 %	8,44 %	8,51 %	<b>8,81 %</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

#### 2.3.3 PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1 <sup>er</sup> Trim. 2006	2 <sup>ème</sup> Trim. 2006	3 <sup>ème</sup> Trim. 2006	4 <sup>ème</sup> Trim. 2006
- Découverts en compte (3)	12,35 %	13,33 %	13,97 %	<b>14,00 %</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

<sup>1</sup> Suite à la publication de l'ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006 portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna au Journal officiel du 20 janvier 2006, le régime de l'usure en Nouvelle-Calédonie est désormais identique à celui en vigueur en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer.

## 2. Rappel des taux

### 2.4 - ENQUÊTES DE L'IEOM SUR LE COÛT DU CRÉDIT

#### 2.4.1 LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers est effective en Nouvelle-Calédonie depuis le début de l'année 2002. Le dispositif de recensement s'est progressivement étendu à l'ensemble des établissements de crédit de la place<sup>1</sup>. L'historique des données permet désormais de calculer des taux moyens pondérés selon la même méthodologie que celle utilisée de l'enquête sur le coût du crédit aux entreprises.

La dernière enquête a été réalisée aux mois de juillet et août 2006 et a porté sur un nombre de 3 558 crédits aux particuliers, pour un montant total de 8,3 milliards de F CFP.

Le taux moyen pondéré des prêts immobiliers fléchit très légèrement à 4,80 % (- 0,03 point par rapport au taux moyen pondéré observé lors de l'enquête précédente). Les prêts immobiliers sont quasi-exclusivement accordés à taux fixes et représentent, en volume, plus de la moitié des autorisations recensées.

Le taux moyen pondéré des découverts ressort en légère hausse à 10,05 % (9,98 % lors de l'enquête janvier/février 2006). L'octroi de découverts représente, en nombre de crédits distribués, plus de la moitié de l'activité de crédit des établissements de la place avec les particuliers.

#### 2.4.2 LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Au cours des mois de juillet et août 2006, l'ensemble des cinq banques FBF de la place a distribué 1 908 crédits aux entreprises pour un montant total de 10 milliards de F CFP. Le montant moyen des crédits aux entreprises ressort à 5,3 millions de F CFP, en hausse par rapport à l'enquête de janvier/février 2006 où il s'établissait à 6,7 millions de F CFP.

Cette dernière enquête révèle une hausse du coût du crédit par rapport à l'enquête précédente :

- cette augmentation du taux d'intérêt moyen pondéré de l'ensemble des crédits à court terme est toutefois le résultat d'évolutions plus ou moins marquées. Ainsi, le taux moyen appliqué aux opérations de découverts s'est développé de 1,62 point passant de 4,86 % à 6,48 %. L'escompte est une opération fréquemment utilisée en Nouvelle-Calédonie représentant, en moyenne, plus de la moitié des opérations de crédits à court terme. Les opérations d'escompte sont, de façon générale, majoritairement effectuées pour un montant inférieur à 2 millions de F CFP. Le taux moyen pondéré des opérations d'escompte ressort en hausse à 6,51 % contre 6,28 % précédemment (+ 0,23 point). Les autres crédits à court terme affichent pour leur part une stabilité (+ 0,03 point) de leur taux moyen à 5,76 %. Leur part demeure marginale dans les déclarations des établissements de crédit de la place, tant en terme de nombre de crédits qu'en terme de montant.

- la moyenne pratiquée pour les crédits à moyen et long terme ressort en hausse de 0,45 point à 5,24 %.

<sup>1</sup> Banques FBF et Sociétés financières (sauf le CAM du fait de la nature de son activité).

## 2. Rappel des taux

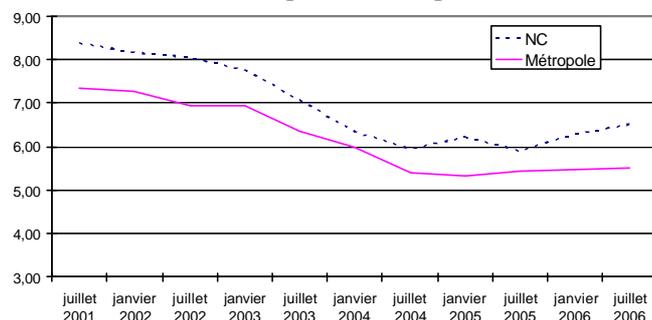
### Evolution du coût du crédit aux particuliers

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2004	janvier/février 2005	juillet/août 2005	janvier/février 2006	juillet/août 2006	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	4,98%	5,07%	4,90%	4,83%	4,80%	-0,10 pt	-0,03 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	11,99%	10,82%	9,54%	10,42%	10,15%	0,61 pt	-0,27 pt
Découverts.....	9,78%	9,90%	9,89%	9,98%	10,05%	0,16 pt	0,07 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,62%	6,92%	6,28%	6,16%	6,37%	0,09 pt	0,21 pt
<b>TMPG.....</b>	<b>6,29%</b>	<b>6,23%</b>	<b>6,02%</b>	<b>5,97%</b>	<b>5,98%</b>	<b>-0,04 pt</b>	<b>0,01 pt</b>
Déclarations (en nb).....	4 645	8 876	5 538	3 707	3 558	- 35,8%	- 4,0%

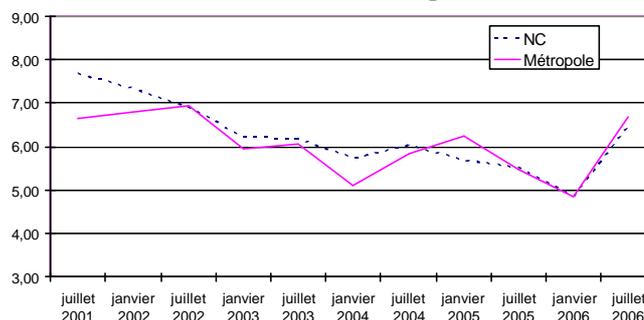
### Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	juillet/août 2004	janvier/février 2005	juillet/août 2005	janvier/février 2006	juillet/août 2006	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	5,95%	6,22%	5,89%	6,28%	6,51%	0,62 pt	0,23 pt
Découvert.....	6,03%	5,70%	5,51%	4,86%	6,48%	0,97 pt	1,62 pt
Autres court terme.....	5,83%	5,73%	4,89%	5,73%	5,76%	0,87 pt	0,03 pt
<b>Ensemble court terme.....</b>	<b>5,98%</b>	<b>5,92%</b>	<b>5,61%</b>	<b>5,58%</b>	<b>6,45%</b>	<b>0,84 pt</b>	<b>0,87 pt</b>
<b>Moyen et long terme.....</b>	<b>4,93%</b>	<b>4,78%</b>	<b>4,80%</b>	<b>4,79%</b>	<b>5,24%</b>	<b>0,44 pt</b>	<b>0,45 pt</b>
<b>TMPG.....</b>	<b>5,63%</b>	<b>5,52%</b>	<b>5,33%</b>	<b>5,30%</b>	<b>6,00%</b>	0,67 pt	0,70 pt
Déclarations (en nb).....	2 333	4 637	2 048	1 578	1 908	- 6,8%	-100,0%

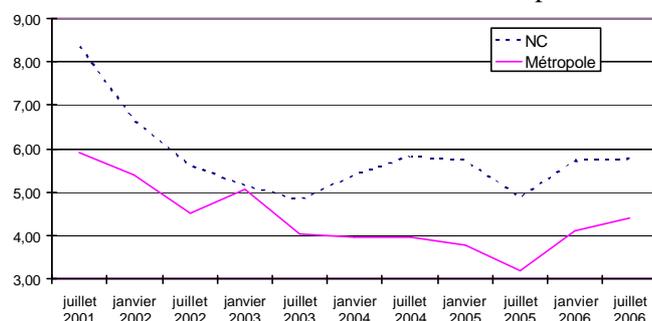
Evolution du coût moyen pondéré  
de l'escompte aux entreprises



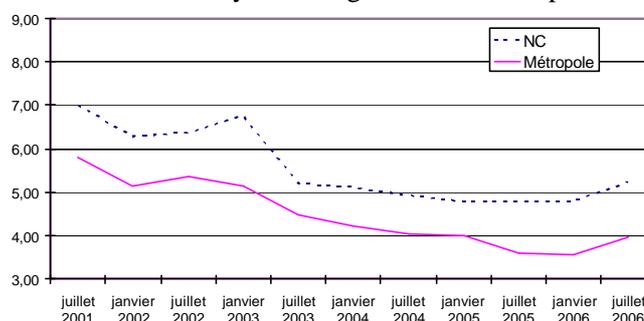
Evolution du coût moyen pondéré  
du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré  
des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré  
des crédits à moyen et long terme aux entreprises



**Nota :** Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête



### *III. Les autres activités de l'IEOM*

- 1. L'émission de la monnaie fiduciaire*
- 2. Les systèmes d'échange de valeurs*
- 3. Le refinancement*
- 4. La gestion des fichiers réglementaires*

## Les autres activités de l'IEOM

### 3.1 - L'EMISSION DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE

Banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française, l'Institut d'émission d'outre-mer dispose du privilège de l'émission monétaire depuis le 1er avril 1967. Il émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP (F CFP), monnaie ayant cours légal. La parité du franc CFP exprimée en euro est fixée à 8,38 euros pour 1000 francs CFP depuis le 1er janvier 1999.

L'Institut d'émission d'outre-mer met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000 F CFP, 5 000 F CFP, 1 000 F CFP et 500 F CFP et des pièces d'une valeur faciale de 100 F CFP, 50 F CFP, 20 F CFP, 10 F CFP, 5 F CFP, 2 F CFP et 1 F CFP.

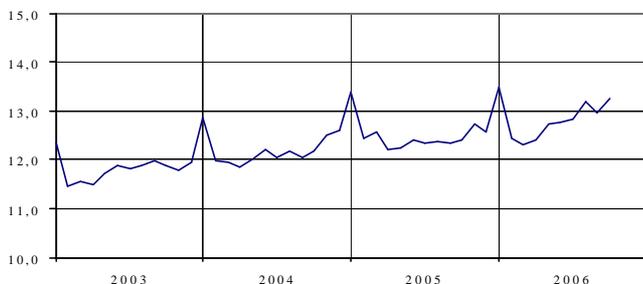
#### 3.1.1 L'émission de billets en F CFP

A fin septembre 2006, l'émission nette de billets en F CFP s'élève à 3,7 millions de billets pour une valeur totale de 13,3 milliards de F CFP, toutes coupures confondues, soit une augmentation de 1,6 % du nombre de billets émis pour une hausse de 6,7 % du montant total émis par rapport à la même date l'année précédente.

Les principales évolutions par rapport à fin septembre 2005 en nombre d'unités émises concernent les billets de 1 000 F CFP qui reculent de 7,9 % et les billets de 10 000 F CFP qui augmentent de 8,6 %.

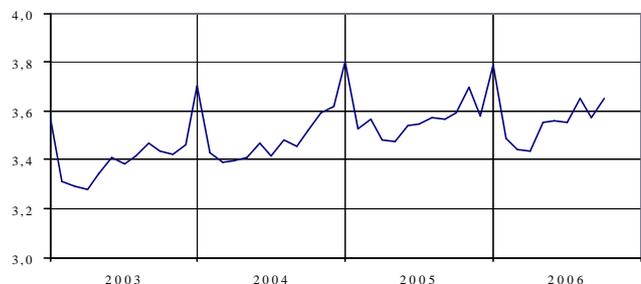
Les coupures de 5 000 F CFP et de 1 000 F CFP sont les plus utilisées ; les billets de 5 000 F CFP représentent ainsi 32,6 % du total des billets émis, devant ceux de 1 000 F CFP (26,4%) et de 500 F CFP (24,9 %).

**Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur**  
(en milliards de F CFP)



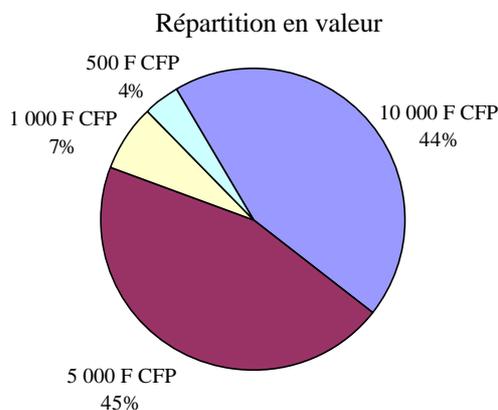
Source : IEOM

**Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en unités**  
(en millions d'unités)

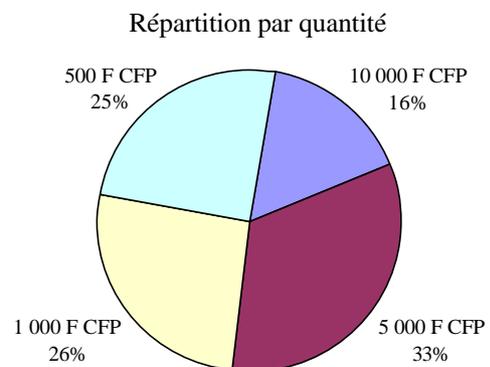


Source : IEOM

#### Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette de billets CFP à fin septembre 2006



Source : IEOM



Source : IEOM

## Les autres activités de l'IEOM

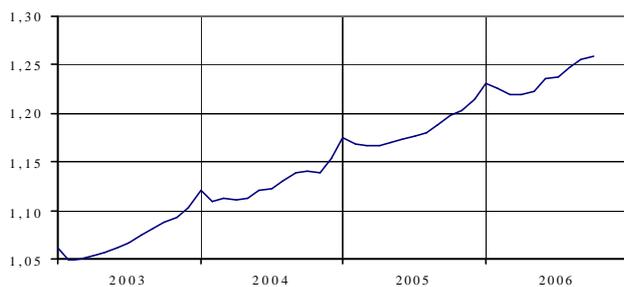
### 3.1.2 L'émission de pièces en F CFP

Au 30 septembre 2006, les émissions nettes en nombre de pièces s'affichent en hausse de 5 % par rapport à la même période l'année dernière à 97,2 millions de pièces pour un montant total en hausse de 5,1 % à 1,3 milliard de F CFP.

Les principales évolutions par rapport au mois de septembre 2005 en nombre de monnaies émises concernent les pièces de 5 F CFP qui progressent de 5,9 % et les pièces de 20 F CFP qui augmentent de 5,8 %.

Les « petites pièces » (1F CFP, 2 F CFP, 5 F CFP) représentent 71,1 % du nombre de pièces émises à fin septembre contre 11,3 % en valeur.

**Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur**  
(en milliards de F CFP)



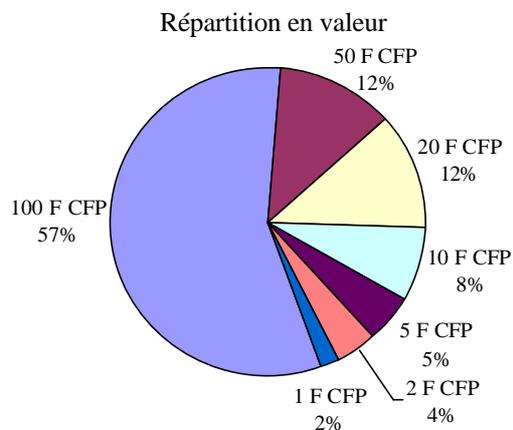
Source : IEOM

**Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en unités**  
(en millions d'unités)

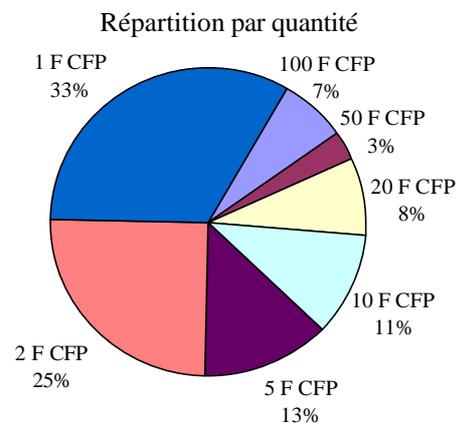


Source : IEOM

**Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette de pièces CFP à fin septembre 2006**



Source : IEOM



Source : IEOM

## 3.2 - LES SYSTEMES D'ÉCHANGE DE VALEURS

La **chambre de compensation** de Nouvelle-Calédonie, gérée par l'Institut d'Emission d'Outre-Mer, assure le règlement des échanges interbancaires de valeurs (chèques, virements, effets de commerce...). Le solde résultant de la compensation quotidienne est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

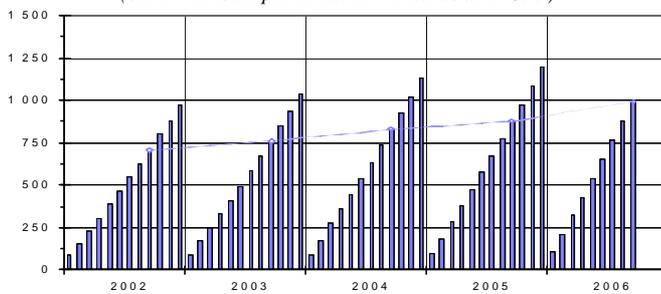
L'Institut d'Emission d'Outre-Mer et les établissements bancaires et assimilés de Nouvelle-Calédonie ont engagé un processus de modernisation du **système interbancaire d'échange** (SIE) de la place. Ce processus a débouché le lundi 30 mai 2005 sur l'ouverture officielle du nouveau SIE de Nouvelle-Calédonie qui met en œuvre l'échange dématérialisé des valeurs. Le nouveau SIE de Nouvelle-Calédonie traitait initialement les chèques, les virements, les prélèvements et le TIP. Le traitement automatique des effets est venu compléter le dispositif à compter du 23 mars 2006.

Au cours du troisième trimestre 2006, l'ensemble des **valeurs compensées** en Nouvelle-Calédonie a représenté **13,4 millions d'opérations** (chèques, effets et virements) pour un montant total de **993,8 milliards de F CFP**. Comparé au volume des opérations effectuées au cours du troisième trimestre 2005 (12,8 millions d'opérations), l'activité de la chambre de compensation a augmenté de 5 %. En valeur, le montant total des transactions traitées a progressé de 13,2 % par rapport à l'année précédente (877,9 milliards de F CFP).

Dans le détail, le volume de chèques traités augmente de 3 % pour un montant global compensé qui progresse de 9,2 %. Les effets, avis de prélèvement et titres interbancaires progressent pour leur part de 11,5 % en volume pour un montant d'opérations traitées en hausse de 43,3 %. Les virements progressent de 7,8 % en nombre et de 14,5 % en montant. Sur le troisième trimestre de l'année, les virements représentent ainsi 2 450 842 opérations pour un volume total de 438,1 milliards de F CFP.

### Compensation des échanges de valeurs

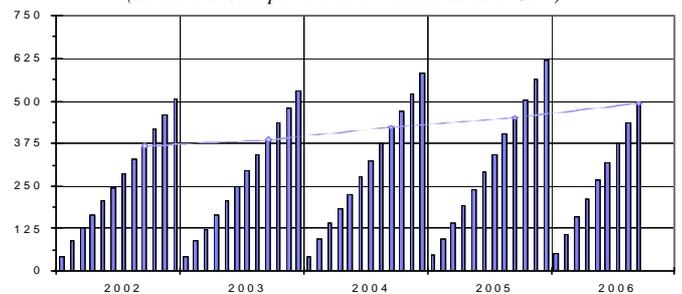
(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Compensation des chèques

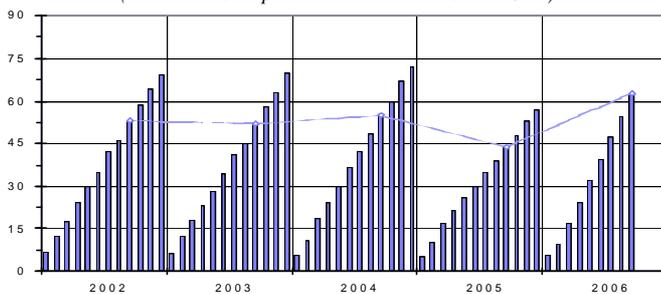
(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires de paiements

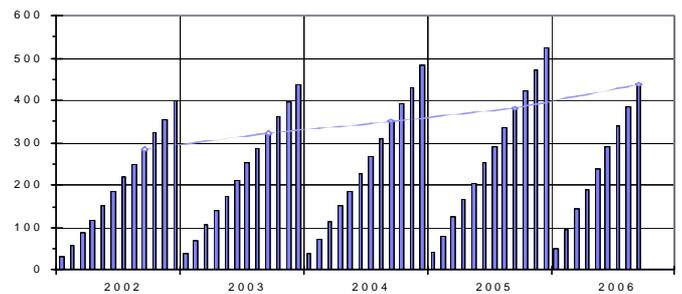
(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Compensation des virements

(cumul mensuel par année en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### 3.3 - LE REFINANCEMENT

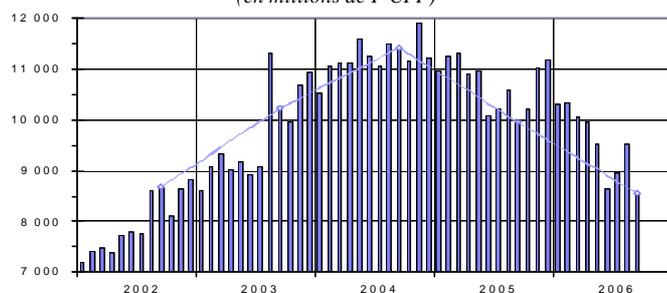
L'IEOM assure le **refinancement des crédits** à court terme (< 1 an) destinés à couvrir les besoins de trésorerie des entreprises et celui des crédits à moyen terme permettant l'acquisition d'outils de production. Le dispositif de réescompte est accessible aux entreprises connues de l'IEOM dont la situation financière est saine et équilibrée. L'Institut d'Emission assure également le refinancement des particuliers pour les crédits destinés aux économies d'énergie et les prêts bancaires au logement (dans la limite de certaines conditions – prix maximum du m<sup>2</sup>...).

Le nombre **d'entreprises recensées dans la base cotation** de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer en Nouvelle-Calédonie s'établissait à 8 256 au 30 septembre 2006. Sur ce total, 33,9 % (**2 798 entreprises**) étaient, compte tenu de leur secteur d'activité et de leur cotation, **éligibles aux différents modes d'intervention** de l'IEOM. Au 30 septembre 2005, 8 721 entreprises étaient cotées par l'Institut d'Emission, dont 1 833 étaient éligibles au refinancement (21 % des entreprises cotées).

Au **30 septembre 2006**, le volume global des **crédits mobilisés** auprès de l'IEOM ressort **en net recul par rapport à celui observé à fin septembre 2005** (-14 %), soit 8,6 milliards de FCFP contre 10 milliards de FCFP douze mois auparavant. Dans le détail, les crédits mobilisés en faveur des particuliers chutent de 23,8 % en douze mois tandis que, dans le même temps, ceux en faveur des entreprises reculent de 14%. Cette dernière évolution est pour partie due à une grande entreprise de la place qui est sortie de l'encours des crédits refinancés.

#### Mobilisation des crédits

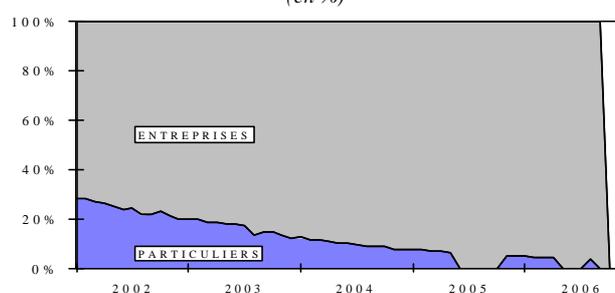
Montant global du portefeuille en fin de mois  
(en millions de FCFP)



Source : IEOM

#### Mobilisation des crédits

Répartition du portefeuille en fin de mois par agent économique  
(en %)



Source : IEOM

### 3.4 - LA GESTION DES FICHIERS REGLEMENTAIRES

#### 3.4.1 LE FICHIER CENTRAL DES CHÈQUES (FCC)

Le Fichier Central des Chèques recense toutes les personnes physiques ou morales frappées d'une interdiction d'émettre des chèques, que cette interdiction soit bancaire ou judiciaire, ainsi que les personnes ayant fait un usage abusif de leur carte bancaire. Les premiers sont fichés jusqu'à la régularisation de leur situation et, à défaut, pendant cinq ans. Les seconds sont fichés pendant deux ans, même s'ils ont entre-temps régularisé leur situation. Le Fichier Central des Chèques est un fichier national géré par la Banque de France qui est alimenté par les déclarations des établissements de crédit. L'Institut d'Emission sert d'intermédiaire pour les demandes de consultation.

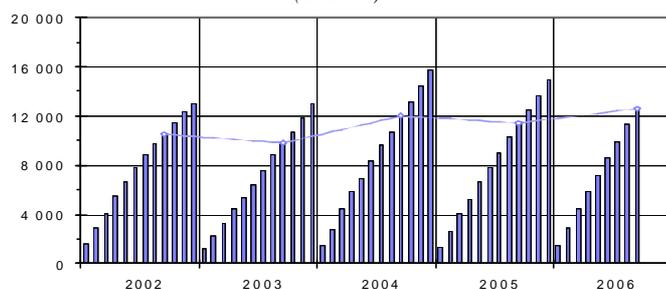
Le Fichier Central des Chèques a enregistré 12 624 incidents de paiement sur chèques à fin septembre 2006, ce qui correspond à une hausse de 10,2 % par rapport au nombre d'incidents constaté sur les neuf premiers mois de l'année précédente (11 458 incidents). Compte tenu de la hausse du nombre de chèques compensés (cf. point 3.2 - Les systèmes d'échange de valeurs), le taux de risque sur paiement par chèque s'établit à 0,14 % à fin septembre 2006, en augmentation par rapport à celui constaté à fin septembre 2005 (0,13 %).

Au 30 septembre 2006, le territoire comptait 4 740 personnes physiques en interdit bancaire, soit une hausse de 2,1 % par rapport au 30 septembre 2005 (4 643 personnes interdites bancaires).

Au cours des trois premiers trimestres 2006, 891 cartes bancaires ont été retirées contre 841 sur la même période l'année précédente. Le nombre de retraits de cartes bancaires augmente ainsi de 5,9 % en douze mois. Parallèlement, le taux de retrait sur cartes bancaires (stock du nombre de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs à chaque fin de trimestre) s'établit à 2,70 %, soit un taux légèrement inférieur à celui du troisième trimestre 2005 (2,84 %).

##### Incidents de paiement sur chèques

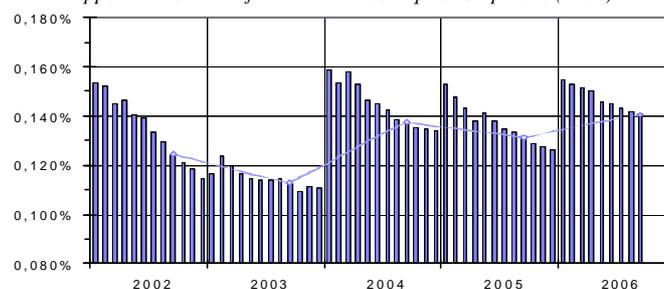
Cumul infra-annuel du nombre d'incidents  
(en unité)



Source : IEOM

##### Taux de risque sur paiement sur chèques

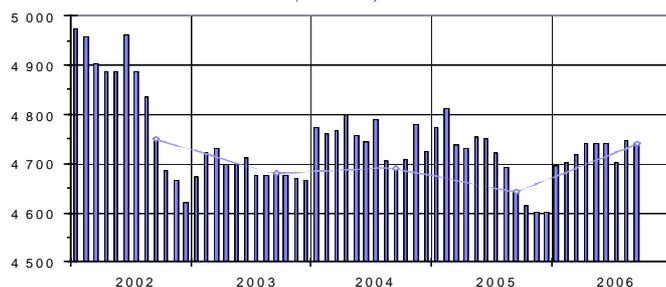
Cumul infra-annuel du nombre d'incidents  
rapporté au cumul infra-annuel des chèques compensés (en %)



Source : IEOM

##### Personnes physiques interdites bancaires

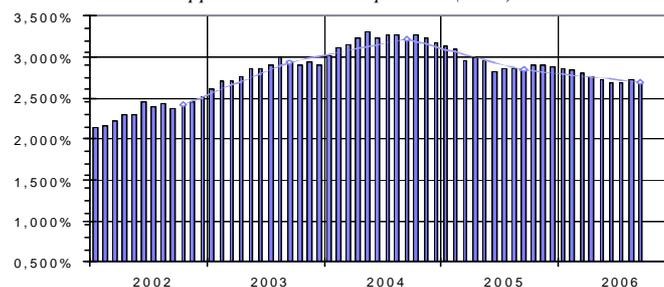
Stock fin de mois  
(en unité)



Source : IEOM

##### Taux de retraits sur cartes bancaires

Stock de retraits de cartes bancaires en fin de mois  
rapporté au nombre de porteurs (en %)



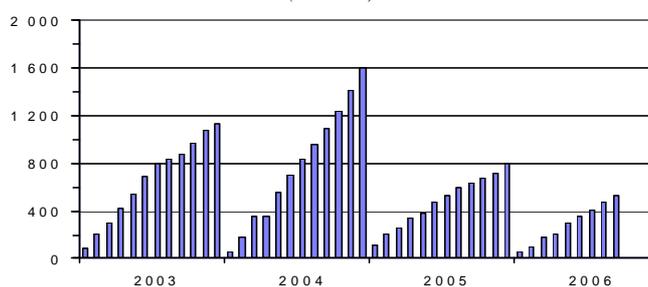
Source : IEOM

**3.4.2 LE FICHER DES INCIDENTS DE PAIEMENT SUR EFFETS (FIPE)**

Le Fichier des Incidents de Paiement sur Effets, qui est géré par l'IEOM, centralise les incidents de paiement sur effets de commerce. Il a enregistré 523 incidents pour les neuf premiers mois de l'année. A la même date l'année précédente, le FIPE comptabilisait 631 incidents. Le Fichier des Incidents de Paiement sur Effets enregistre ainsi une baisse de 17,1 % des incidents par rapport à l'année précédente.

**Incidents de paiement sur effets**

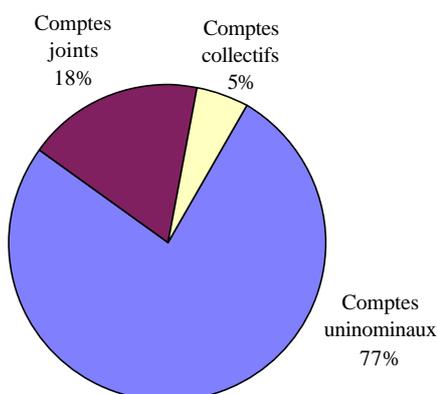
Cumul annuel du nombre d'incidents  
(en unité)



Source : IEOM

**3.4.3 LE FICHER DES COMPTES D'OUTRE-MER (FICOM)**

L'Institut d'émission gère également le Fichier des Comptes bancaires d'Outre-Mer. Ce dernier, qui recense les comptes tirés de chèques, comptabilise 201 517 comptes ouverts à fin septembre 2006.

**Répartition des comptes**

Source : IEOM

## Les autres activités de l'IEOM

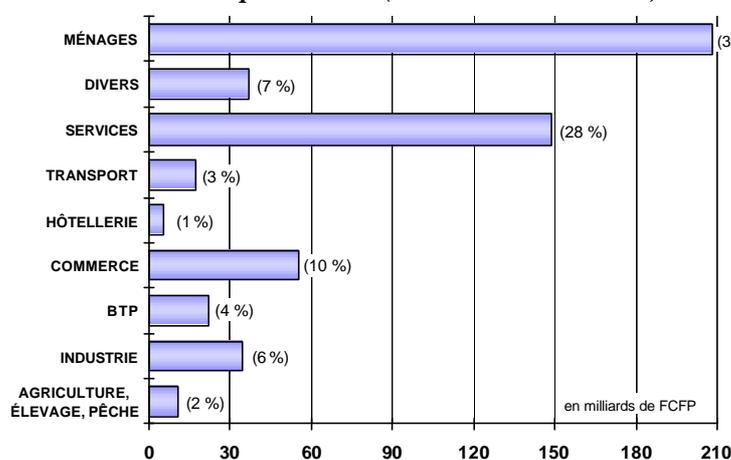
### 3.4.4 LE SERVICE CENTRAL DES RISQUES (SCR)

Le montant des encours bancaires<sup>1</sup> et sociaux déclarés selon les nouvelles normes déclaratives « SCR2 » auprès de l'agence IEOM de Nouméa au titre de la centralisation des risques du mois de septembre 2006 s'établit à 546 milliards de F CFP.

L'encours bancaire<sup>2</sup> représente 539,3 milliards de F CFP dont 39 % en faveur des particuliers (208,6 milliards de F CFP). L'encours des crédits accordés aux professionnels concerne principalement le secteur des services (28 % du total des octrois) et le commerce (10% de l'encours bancaire). Les banques FBF de la place détiennent 83 % de l'encours bancaire tandis que les établissements situés hors de la zone d'émission en représentent 11 %.

Les arriérés CAFAT atteignent 6,6 milliards de F CFP et concernent 1 183 entreprises. Ces dernières relèvent essentiellement des secteurs du BTP (34 %), des services (18 %) et du commerce (15 %).

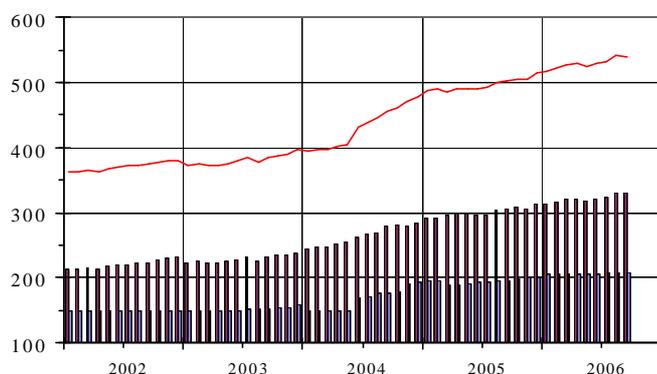
#### Répartition de l'encours du SCR par secteur (hors arriérés CAFAT) au 30 septembre 2006



Source : IEOM

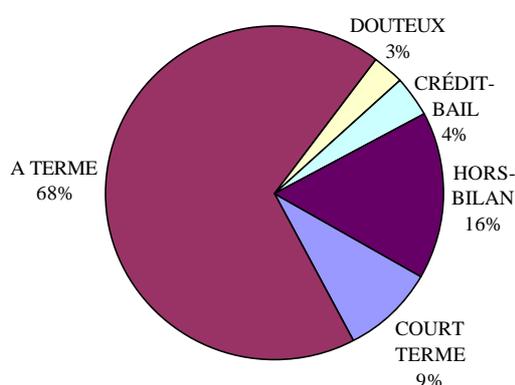
#### Encours du SCR (hors arriérés CAFAT)

! Ménages ! Autres agents financiers ? Total  
(Encours fin de mois en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Répartition de l'encours du SCR au 30 septembre 2006 (hors arriérés CAFAT)



Source : IEOM

<sup>1</sup> Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

<sup>2</sup> Y compris de hors bilan.



# *Annexe*

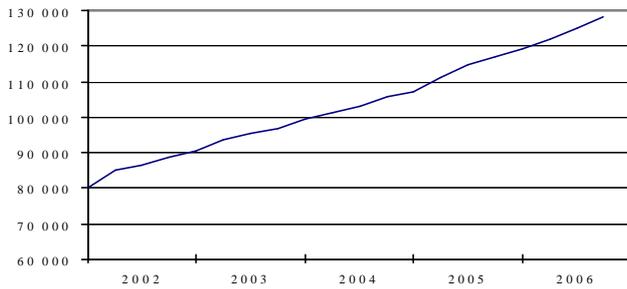
## **Les principaux chiffres de la monétique**

# LES PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA MONÉTIQUE

## STATISTIQUES MONÉTIQUES 30 septembre 2006

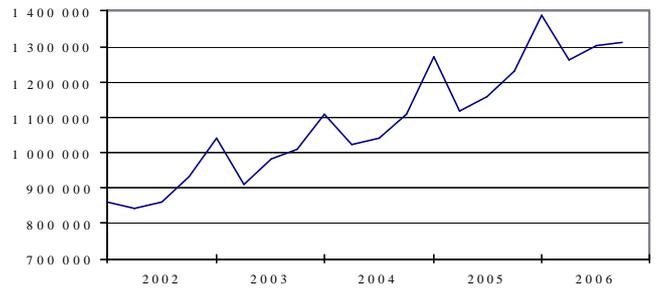
	30 septembre	30 septembre	Variations		9 mois	9 mois	Variations	
	2005	2006	Montant	%	2005	2006	Montant	%
	(1)	(2)	(2)-(1)	(2)/(1)	(3)	(4)	(4)-(3)	(4)/(3)
<b>Nombre de porteurs.....</b>	<b>117 143</b>	<b>128 490</b>	<b>11 347</b>	<b>9,7</b>	<b>117 143</b>	<b>128 490</b>	<b>11 347</b>	<b>9,7</b>
• Cartes bleue.....	71 731	75 701	3 970	5,5	71 731	75 701	3 970	5,5
• Cartes Jade .....	23 453	26 537	3 084	13,1	23 453	26 537	3 084	13,1
• Cartes privatives.....	21 959	26 252	4 293	19,6	21 959	26 252	4 293	19,6
<b>Nombre de terminaux.....</b>	<b>2 527</b>	<b>2 578</b>	<b>51</b>	<b>2,0</b>	<b>2 527</b>	<b>2 578</b>	<b>51</b>	<b>2,0</b>
• Terminal de paiement électronique.....	2 285	2 366	81	3,5	2 285	2 366	81	3,5
• Terminal de paiement mécanique.....	242	212	-30	-12,4	242	212	-30	-12,4
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>	<b>104</b>	<b>128</b>	<b>24</b>	<b>23,1</b>	<b>104</b>	<b>128</b>	<b>24</b>	<b>23,1</b>
<b>Terminal de paiement électronique</b>	<b>3ème trimestre</b>	<b>3ème trimestre</b>			<b>9 mois</b>	<b>9 mois</b>		
	<b>2005</b>	<b>2006</b>			<b>2005</b>	<b>2006</b>		
• Nombre de transactions.....	1 223 277	1 308 406	85 129	7,0	3 488 473	3 866 576	378 103	10,8
• Montant (milliers de XPF).....	10 588 094	11 368 235	780 141	7,4	30 443 959	33 662 399	3 218 440	10,6
• Moyenne par transaction (en XPF).....	8 656	8 689	33	0,4	8 727	8 706	-21	-0,2
<b>Terminal de paiement mécanique</b>	<b>3ème trimestre</b>	<b>3ème trimestre</b>			<b>9 mois</b>	<b>9 mois</b>		
	<b>2005</b>	<b>2006</b>			<b>2005</b>	<b>2006</b>		
• Nombre de transactions.....	4 628	4 538	-90	-1,9	14 156	13 191	-965	-6,8
• Montant (milliers de XPF).....	111 503	114 684	3 181	2,9	351 647	329 253	-22 394	-6,4
• Moyenne par transaction (en XPF).....	24 093	25 272	1 179	4,9	24 841	24 960	119	0,5
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>	<b>3ème trimestre</b>	<b>3ème trimestre</b>			<b>9 mois</b>	<b>9 mois</b>		
	<b>2005</b>	<b>2006</b>			<b>2005</b>	<b>2006</b>		
• Nombre de retraits.....	937 845	1 106 876	169 031	18,0	2 636 943	3 074 490	437 547	16,6
• Montant (milliers de XPF).....	8 125 074	10 189 187	2 064 113	25,4	23 364 994	28 874 195	5 509 201	23,6
• Moyenne par retrait (en XPF).....	8 664	9 205	541	6,2	8 861	9 392	531	6,0

**Nombre de porteurs**  
(en unité)



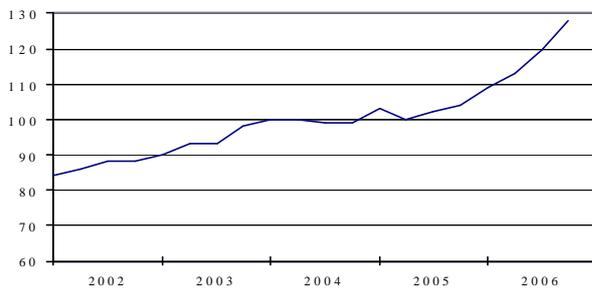
Source : Etablissements de crédit

**Nombre de transactions sur terminaux de paiement**  
(en unité)



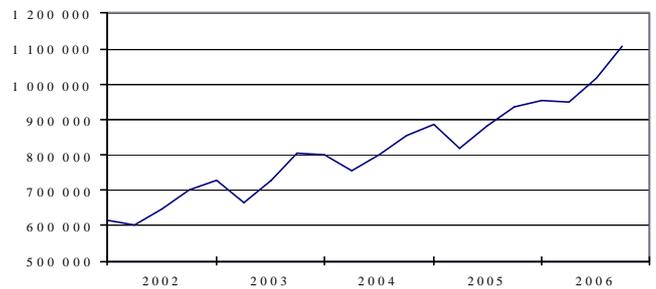
Source : Etablissements de crédit

**Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)**  
(en unité)



Source : Etablissements de crédit

**Nombre de retraits sur automates bancaires**  
(en unité)



Source : Etablissements de crédit

Directeur de la publication : P. BESSE  
Responsable de la rédaction : H-P. de CLERCQ  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer le 7 décembre 2006  
Dépôt légal : décembre 2006 - n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
e-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)